

Von: [REDACTED] [_BJ](#)
An: [REDACTED] [_BAFU](#)
Cc: [REDACTED] [_BJ](#); [REDACTED] [_BJ](#); [REDACTED] [_BK](#); [REDACTED] [_BJ](#)
Betreff: RE: AK BAFU 25082023 Teilrevision der Jagdverordnung, Umsetzung JSG (Pa.Iv) - Inkraftsetzung per 01.12.2023
Datum: Donnerstag, 7. September 2023 17:25:07
Anlagen: [STN_BJ_TR_JSV_2024_Erläuternder_Bericht_Entwurf.docx](#)

Madame,

Nous vous remercions de nous avoir consultés au sujet de l'objet cité en marge, et de nous avoir accordé deux jours supplémentaires pour l'examiner.

Cette prise de position complète celle que vous recevrez de la CiR (*VIRK*) de la part de la Chancellerie et se concentre sur les aspects matériels de la révision soumise à consultation.

Outre quelques commentaires que vous trouverez directement inclus dans le rapport explicatif joint à la présente. Nous avons **les remarques suivantes** à vous communiquer :

Annexe 3

Nous n'avons trouvé nulle part d'explication quant aux « seuils » fixés pour le nombre de meutes de loups en Suisse. Nous nous demandons comment les nombres de 2 (pour les surfaces de moins de 10'000 km²) et 3 meutes (pour les surfaces de plus de 10'000 km²) ont été retenus. Conformément à nos obligations internationales, et à la loi sur la chasse qui les concrétise, nous vous rappelons qu'il faut toujours garantir la survie de la population concernée (voir les éléments ci-dessous) par les mesures de régulation que celles-ci soient préventives (art. 7a LChP) ou réactives (art. 12, al. 4 LChP).

En réponse à l'interpellation 21.4063 Langodt Martin : « Poser des limites au développement de la population de loups ? », le Conseil fédéral a expliqué, sur recommandation de la Plateforme « Wildlife and Society » de la Convention alpine, que 20 serait un nombre approprié de meutes pour une bonne répartition de la population de loups en Suisse. Dans [le rapport KORA](#) fondant cette recommandation, la répartition minimale du loup a été évaluée en Suisse comme étant de 17 meutes dans les Alpes et Pré-Alpes, et 3 meutes dans le Jura.

Les chiffres prévus par l'Annexe 3 du présent projet prévoient, quant à eux, 2 meutes pour chacune des régions du Jura, du Nord de la Suisse et de la Suisse centrale, et 3 meutes pour les Alpes de l'Ouest suisse, et du Sud-ouest. Cela correspond à un nombre total de 12 meutes en Suisse.

La fixation de seuils pour la présence de meutes de loups en Suisse est une ingérence importante dans la gestion de la population du loup. Par conséquent, nous vous demandons de nous expliquer comment ces seuils ont été fixés, pourquoi ils s'écartent autant des recommandations du groupe d'experts sur la gestion du loup, et comment vous prévoyez de garantir la survie de la population des loups en Suisse avec chaque mesure prise.

Article 4b dans son ensemble, et article 4b, al. 3 let. c en particulier

Nous vous demandons de rappeler explicitement dans le rapport explicatif que l'article 4b P-OChP doit respecter l'ensemble des conditions de la délégation prévue à l'article 7a P-LChP, et que son application suppose un examen concret pour chaque mesure prise contre des meutes de loups. Cela garantit la conformité des mesures prévues en vertu de cet article avec la loi fédérale, et la Convention de Berne par extension.

La meute est un élément protégé non seulement par la Convention de Berne, mais également par la loi sur la chasse. Comme rappelé à l'article 7a, al. 2, phrase introductive de la LChP, les réglementations du loup ne doivent pas mettre en danger l'effectif de la population. Notamment, l'article 4b, al. 3 let. c laisse penser qu'un raisonnement schématique avec la seule condition que le nombre de meutes est supérieur à celui prévu dans l'annexe 3 suffit pour autoriser le tir d'une meute. Tel n'est pas le cas. Nous attirons en particulier votre attention sur la condition de la « survie de la population ».

La notion de « population » lorsque l'on parle des loups n'est pas juridiquement arrêtée. Le Conseil de l'Europe, dans [les Directives sur le management des niveaux de population des grands carnivores en Europe](#), explique que le terme « population » est utilisé pour parler des « sous-populations » qui consistent en des « individus dont la distribution est raisonnablement continue mais qui interagissent à une fréquence beaucoup plus élevée, de sorte que la démographie du groupe est principalement influencée par les taux de natalité et de mortalité plutôt que par l'immigration d'animaux en provenance de l'extérieur » (p. 7). Cela signifie notamment qu'il faut s'assurer qu'il y a suffisamment d'individus différents sur un territoire donné pour éviter les risques génétiques, et pour pallier aux variabilités démographiques (voir le [Plan d'Action pour la conservation des loups en Europe](#), établi par le Groupe d'Experts sur la conservation des grands carnivores, point 4.6.1, p. 30). Selon le système de monitoring du loup utilisé en Suisse, [KORA](#), on parle de population pour désigner l'ensemble des loups sur un territoire susceptibles de se reproduire.

D'après le Comité de la Convention de Berne, dans les directives précitées, la condition de la mise en danger est discutée. Pour une espèce qui n'est pas en « statut de conservation favorable », toute action doit être proportionnée, les arguments doivent être « très importants », et l'action doit être très limitée (p. 25). De plus, un examen préalable de l'impact probable de la mesure sur la population de loups devrait être mené. Le loup n'est pas considéré comme étant dans un « statut de conservation favorable » (il est en statut « *near threatend* » d'après [l'examen du statut de conservation du loup](#) rendues par le Comité en décembre 2022, table 4). Partant, toute mesure visant à réguler le loup doit, pour être considérée comme ne mettant pas en danger la population du loup, être « très limitée », et les arguments « très importants ».

En tant que disposition d'exécution de l'art. 7a LChP, l'art. 4b devra être interprété et appliqué de manière conforme à la loi et au droit international. Cela signifie notamment que l'exigence du respect de la protection de la population devra être prise en compte tant par les cantons que par l'OFEV dans les décisions qu'ils rendent. Cela doit clairement être précisé dans le rapport explicatif. Notamment, il faut qu'il en ressorte de manière transparente qu'il ne suffit pas que le « seuil » de meutes dans la région soit dépassé pour qu'une meute puisse être éliminée pour prévenir des dommages aux animaux de rente (4b, al. 3 let. c). Nous vous prions d'adapter en conséquence le rapport explicatif.

En restant à votre disposition pour tout complément, nous vous adressons, Madame, nos meilleurs messages.

([REDACTED] [@bafu.admin.ch](mailto:[REDACTED]@bafu.admin.ch), 058 463 [REDACTED]) zur Verfügung.

Beilagen:

- BRA und BRB
- Erlass
- Erläuterungen

Cordiali saluti,

[REDACTED]

Collaboratrice scientifica

Dipartimento federale dell'ambiente, dei trasporti, dell'energia e delle comunicazioni DATEC
Ufficio federale dell'ambiente UFAM
Divisione Politica e strategia
Sezione Affari politici

Tel.: +41 58 465 [REDACTED]

[REDACTED] [@bafu.admin.ch](mailto:[REDACTED]@bafu.admin.ch)
www.bafu.admin.ch/

Von: [REDACTED] [_BJ](#)
An: [REDACTED] [_BAFU](#)
Cc: [REDACTED] [_BJ](#); [REDACTED] [_BK](#)
Betreff: RE: Eröffnung 2. ÄK betreffend Revision der Jagdverordnung
Datum: Montag, 24. April 2023 13:06:29
Anlagen: [STN BJ BRA UVEK xxxxxx Erleichterung von Wolfsabschüssen. Teilrevision der Jagdverordnung.docx](#)
[STN BJ Erläuterungen DE zu BRA UVEK Vorlage für ÄK 2.docx](#)

Chère Madame [REDACTED]

Nous vous remercions de nous avoir donné l'opportunité de nous prononcer sur l'objet cité en marge, ainsi que de nous avoir accordé un délai supplémentaire pour son examen. La présente prise de position complète celle de la Commission interne de rédaction (*VIRK*) que vous avez reçu dans un mail séparé de la part de la Chancellerie.

Matériellement, nous avons une **remarque générale** :

La Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe doit être évoquée dans la proposition au Conseil fédéral, et dans les explications. Au vu des nombreuses discussions autour de la régulation du loup, et des questions soulevées par la révision de la loi en lien avec ladite Convention, il est nécessaire de présenter la révision de l'ordonnance en toute transparence par rapport au droit international et d'explicitier comment l'élaboration de celle-ci peut être interprétée conformément au droit international. Cela est d'autant plus vrai que la proposition au Conseil fédéral concernant la révision de la loi partait du principe que le Comité en charge de la Convention déclasserait le loup de la catégorie « strictement protégé » à la catégorie « protégé ». La décision de ne pas déclasser le loup a été rendue en décembre 2022. À l'heure actuelle, le loup appartient donc toujours à la catégorie III « strictement protégé » au sens du droit international. Lorsque cela était possible, nous vous avons proposé des paragraphes complémentaires au sujet de la Convention et de l'interprétation conforme de l'ordonnance à celle-ci (voir les détails ci-dessous).

Plus spécifiquement, nous avons les remarques suivantes :

Ordonnance

-

Article 9^{bis} alinéa 3 : Selon l'art. 12 al. 2 de la LChP en vigueur, des mesures contre les loups individuels ne sont admissibles qu'en cas de dégâts importants (erheblichen Schaden, danni rilevanti). En revanche, la révision du 16 décembre 2022 ouvre les mesures déjà pour *prévenir un* dommage. Le seuil d'intervention est donc notablement plus haut dans la loi actuelle. Le Conseil fédéral dispose certes d'une marge d'appréciation pour concrétiser la notion de dégâts importants. Il ne saurait en revanche réduire cette notion à un niveau similaire à celui de simple dommage selon la révision du 16 décembre 2022. Le projet introduit un aspect qualitatif dans la notion de dommage important en différenciant selon les animaux de rente concernés : une blessure grave à une vache ou un cheval est déjà qualifiée de dommage important alors qu'il faudrait au moins six moutons tués pour que cela constitue un dommage important. Or, les versions française et italienne de l'art. 12 al. 2 LChP mettent l'accent non seulement sur le caractère effectif et importants des dégâts, mais sur leur pluralité (dégâts, danni). La formulation plus ouverte de la version allemande n'exprime pas à notre avis correctement le sens de la norme si elle est interprétée dans le seul qu'un

dommage isolé serait suffisant s'il est assez élevé. Les travaux préparatoires relèvent en effet qu'il importe de faire preuve de la plus grande retenue dans la mise en œuvre de l'art. 12 al. 2 LChP si l'espèce est protégée comme c'est le cas du loup (Message, FF 1983 II 1244). Un dommage à un seul animal constituerait une interprétation extensive de l'art. 12 al. 2 LChP, qui irait à l'encontre de l'objectif de s'imposer la plus grande retenue. A notre avis, un dommage à un seul animal ne saurait être considéré comme respectant l'exigence de dégâts importants au sens de l'art. 12 al. 2 LChP. Sans une mise en vigueur anticipée de l'art. 7a de la révision du 16 décembre 2022, le projet d'art. 9^{bis} al. 3 est dépourvu d'une base légale suffisante.

Explications

Point 3 « compatibilité avec le droit international » : il est nécessaire ici d'évoquer la Convention de Berne (voir notre remarque générale). Il est important ici de reprendre les exigences de la Convention de Berne, et de confirmer que l'application de l'ordonnance révisée respectera les conditions fixées par ce texte. Nous vous avons proposé un paragraphe allant dans ce sens dans le document joint.

Ad article 4^{bis} alinéa 1^{er} : il nous semble ici que la condition selon laquelle les mesures de tirs doivent être prises sans menacer la survie de la population concernée (ce qui découle de l'art. 9 par. 1 de la Convention de Berne) n'est pas suffisamment claire dans le texte. En effet, la possibilité de tirer un loup né l'année précédente alors que sa meute ne s'est pas reproduite peut directement mettre en danger la survie de celle-ci. Afin de garantir l'interprétation compatible de cet alinéa avec le droit international, il faut au moins rappeler celui-ci dans les explications. Nous vous faisons une proposition dans ce sens.


Ad article 9^{bis} alinéa 3 : voir notre commentaire ci-dessus. À l'heure actuelle, la loi ne permet pas d'étendre les mesures de prévention contre le loup à un simple dommage. L'article n'est donc pas compatible avec la loi en vigueur. Si une mise en vigueur de l'article 7a P-LChP est envisagée, les explications doivent être mises à jour en conséquence.

Proposition au Conseil fédéral

Comme pour les explications, nous vous proposons de rajouter quelques éléments relatifs aux bases légales du droit supérieur que l'ordonnance doit respecter. À cet effet, nous vous proposons un paragraphe sur la base légale fondant la révision, et avons complété le paragraphe 8 sur le droit international.

En espérant que cela vous sera utile, nous restons à votre disposition pour tout complément.

Avec nos meilleurs messages,


Dr iur., LL.M

Office fédéral de la Justice OFJ
Domaine de direction Droit public

Mit freundlichen Grüßen

[REDACTED]

Beilagen:

- BRA und BRB
- JSV
- Erläuterungen zu BRA
- Beilage 1 Objektblatt Kärpf GL angepasst
- Beilage 2 Objektblatt Chrauchtal GL neu

[REDACTED]

Wissenschaftliche Mitarbeiterin (Dipl. Phil. II Biol.)

Eidgenössisches Departement für Umwelt,
Verkehr, Energie und Kommunikation UVEK
Bundesamt für Umwelt BAFU
Abteilung Biodiversität und Landschaft
Sektion Wildtiere und Artenförderung
Worbentalstrasse 68, 3063 Ittigen
Postadresse: BAFU, Postfach, CH-3003 Bern
Tel. +41 (0)58 [REDACTED]
Fax +41 (0)58 [REDACTED]
mailto: [REDACTED] bafu.admin.ch

Von: [REDACTED] <[REDACTED]@bj.admin.ch>
An: [REDACTED] <[REDACTED]@bj.admin.ch>
Betreff: RE: ordonnance sur la chasse
Datum: Donnerstag, 28. September 2023 10:54:42

Cher [REDACTED],

Je viens de terminer mon appel avec l'OFEV. Le rapport explicatif a été modifié pour reprendre nos remarques sur la compatibilité avec le droit fédéral, notamment pour expliciter que chaque mesure envisagée contre une meute de loups doit faire l'objet d'un examen concret par le canton, et par l'OFEV lors de la procédure d'autorisation. Aussi, les conditions de nécessité et de « survie de la population » ont été rappelées plus clairement.

En revanche, le Secrétariat général ne veut pas évoquer la Convention de Berne car, d'après la responsable des projets, ils savent que les mesures prévues sont probablement « limites » avec le but de celle-ci. Ils veulent utiliser toute la marge de manœuvre possible, mais ne veulent pas affirmer que les mesures sont compatibles avec elle.

Enfin, les chiffres limites des meutes de loup prévues dans les annexes (qui sont très bas) ne vont pas être changés, et ne vont pas être motivés. Elle m'a simplement dit que c'était difficile de les motiver autrement que par la politique, et que le GS ne souhaitait pas donner suite à cette demande.

Elle doit encore une fois revenir vers moi avec les modifications définitives, et va essayer d'améliorer encore quelques points où elle pense avoir une marge de manœuvre par rapport au GS.

Je ne me suis pas prononcée sur la suite que nous allons donner, et lui ai demandé de nous fournir un retour écrit dès que possible.

Je suis à disposition si jamais.

Cordialement,

[REDACTED]

De : [REDACTED] <[REDACTED]@bj.admin.ch>
Envoyé : jeudi, 28 septembre 2023 07:02
À : [REDACTED] <[REDACTED]@bj.admin.ch>
Objet : RE: ordonnance sur la chasse

Chère [REDACTED].
Merci pour l'information et bonne séance avec l'OFEV!
Cordialement,

[REDACTED]

De : [REDACTED] <[REDACTED]@bj.admin.ch>
Envoyé : jeudi, 28 septembre 2023 06:44
À : [REDACTED] <[REDACTED]@bj.admin.ch>
Objet : RE: ordonnance sur la chasse

Cher [REDACTED],

Suite à mes quatre courriels et appels, la responsable des projets m'a finalement proposé un rendez-vous en fin de matinée pour m'expliquer leur position. Elle n'a pas répondu à ma demande de nous fournir une motivation écrite en cas de refus, mais je vais encore une fois la formuler pendant notre entretien tout à l'heure.

D'après les éléments qu'elle m'a donnés par oral mardi, il semblerait qu'une partie de nos remarques aient tout de même été incorporées. Elle doit justement m'en dire plus à 10h30. Je ne manquerai pas de te tenir informé dès que possible.

Cordialement,

[REDACTED]

De : [REDACTED] BJ <[REDACTED]@BJ.admin.ch>

Envoyé : jeudi, 28 septembre 2023 06:39

À : [REDACTED] BJ <[REDACTED]@bj.admin.ch>

Objet : ordonnance sur la chasse

Chère [REDACTED],

As-tu des nouvelles de la révision de l'ordonnance sur la chasse et de la position de l'OFEV sur notre prise de position ?

Cordialement,

[REDACTED]



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr,
Energie und Kommunikation UVEK

Bern,

An den Bundesrat

Erleichterung von Wolfsabschüssen. Teilrevision der Jagdverordnung

1 Ausgangslage

Der Wolfsbestand in der Schweiz wächst rasch. Ende 2022 konnten rund 250 Wölfe in 26 Rudeln bestätigt werden. Vor diesem Hintergrund haben die UREK-NR und -SR eine neue Vorlage zur Änderung des Jagdgesetzes mit Fokus auf die proaktive Regulierung von Wölfen vorbereitet (vgl. 21.502 Pa. Iv. Wachsende Wolfsbestände geraten ausser Kontrolle und gefährden ohne die Möglichkeit zur Regulierung die Landwirtschaft). Das Parlament hat der Vorlage am 16. Dezember 2022 zugestimmt. Die Inkraftsetzung des angepassten Jagdgesetzes und dessen Ausführungsbestimmungen ist auf den Sommer 2024 vorgesehen.

Angesichts der aktuellen Herausforderungen für die Alpwirtschaft und des Handlungsbedarfs hat der Bundesrat eine Anpassung der Jagdverordnung in die Vernehmlassung geschickt mit dem Ziel, Wolfabschüsse weitergehend zu erleichtern. Mit dem vorliegenden Antrag soll die Verordnungsänderung auf den 1. Juli 2023 in Kraft gesetzt werden. Mit dieser Verordnungsrevision soll die Situation für die betroffenen Gebiete kurzfristig etwas entschärft werden, bis die vom Parlament beschlossene neue Revision in Kraft tritt.

2 Grundzüge der Vorlage

Die Vorlage fokussiert auf die Erleichterung von Wolfsabschüssen:

- **Regulierung von Rudeln ohne Reproduktion**
Reproduzierende Wolfsrudel können schon heute nach geltendem Recht mit Zustimmung des Bundes reguliert werden, wenn sie grossen Schaden oder eine erhebliche Gefährdung von Menschen verursachen. Dies trifft aber nicht auf Rudel ohne Reproduktion (im betreffenden Jahr) zu. Da aber auch ein nicht reproduzierendes Rudel grossen Schaden anrichten oder Gefährdungssituationen verursachen kann, soll mit der Vorlage die Möglichkeit von Regulationsabschüssen auf ein Jungtier des Vorjahres erweitert werden. Voraussetzung ist auch hier ein grosser Schaden oder die erhebliche Gefährdung von Menschen sowie ein regional gesicherter Wolfsbestand.



Mit dieser Regelung kann heute auf Verordnungsstufe in den am Stärksten betroffenen Regionen der Problemdruck zumindest gelindert werden, da im Schadenfall oder bei der Gefährdung von Menschen der Regulierungsabschluss von Jungwölfen neu auch in Rudeln ohne Reproduktion erfolgen soll.

- **Ermöglichen des unverzüglichen Wolfabschlusses aus einem Rudel bei einer erheblichen Gefährdung von Menschen**
Die Vorlage schafft neu die Möglichkeit, dass ein Wolf eines Rudels, der plötzlich und unvorhergesehen Leib und Leben von Menschen bedroht, unverzüglich abgeschossen werden kann, ohne die Zustimmung des Bundesamtes für Umwelt (BAFU) zu benötigen.
- **Senkung der Schadensschwelle zur Regulierung von Wolfsrudeln und Anrechnung von verletzten Tieren der Rinder- und Pferdegattung sowie Neuweltkameliden an den Schaden**
Die Schadensschwelle zur Regulierung von Wolfsrudeln wird neu von 10 auf 8 Nutztiere (Schafe oder Ziegen) und von zwei auf ein Tier der Rinder- oder Pferdegattung sowie Neuweltkameliden gesenkt. Neu dürfen auch schwer verletzte Tiere der Rinder- oder Pferdegattung sowie von Neuweltkameliden als «Schaden» angerechnet werden. Diese neue Bestimmung soll sowohl bei Regulati- onseingriffen in Rudeln als auch bei Massnahmen gegen einzelne Wölfe zur An- wendung gelangen.
- **Erleichterungen von Abschüssen schadenstiftender Einzelwölfe**
Neu wird explizit der Abschuss von Einzelwölfen, also nicht zu einem Rudel ge- hörende Individuen, auch innerhalb von Rudelterritorien ermöglicht. Dies ist ge- mäss geltendem Recht nicht möglich. Erfahrungen aus den letzten Jahren ha- ben aber gezeigt, dass Einzeltiere auch eine Zeit lang in Rudelrevieren herum- streifen und Schaden anrichten können.

Weiter werden die Tatbestände zum Abschuss von Einzelwölfen ergänzt durch die erhebliche Gefährdung von Menschen. Das geltende Recht sieht dies zur Ergreifung von Massnahmen gegen Einzelwölfe nicht vor. Die Unterscheidung, wonach nur für eine Regulierung von Rudeln, nicht aber für den Abschuss eines Einzelwolfs die Gefährdung des Menschen als Grund herangezogen werden kann, ist jedoch sachlich nicht zu begründen. Die Vorlage beseitigt nun diese Differenz.

In Gebieten, in denen bereits früher Schäden durch Wölfe zu verzeichnen wa- ren, also in Gebieten mit bekannter Wolfspräsenz, wird neu die für den Abschuss von Einzelwölfen massgebende Schadensschwelle von 10 auf 6 Nutztierrisse ge- senkt. Damit wird häufig ein einziger Angriff zum Erreichen der Schadensschwelle ausreichen.
- **Verknüpfung der Erhebung von Grossraubtierrissen und deren Entschä- digung mit der Tierverkehrsdatenbank des Bundes**
Diese Massnahme ermöglicht Bund und Kantonen eine bessere Vollzugskon- trolle und führt zu einem klareren und einfacheren Vollzug.



- **Änderungen anderer Erlasse:**

- a) **Verordnung über die Wasser- und Zugvogelreservate von internationaler und nationaler Bedeutung vom 21. Januar 1991 (Anhang 1)**

Mit der Verordnungsrevision soll die Umsetzung des Gesuchs des Kantons Freiburg vom 29. November 2021 zur geringfügigen Anpassung des Objektblatts zum Wasservogelreservat Chevroux jusqu'à Portalban FR/VD. Das BAFU hat den Antrag inhaltlich geprüft und beurteilt die Anpassung als korrekt.

- b) **Verordnung über die eidgenössischen Jagdbannggebiete vom 30. September 1991 (Anhang 1: Eidgenössische Jagdbannggebiete, 43. Chrauchtal Kanton GL)**

Mit dieser JSV-Revision wird auch das Gesuch des Kantons Glarus vom 7. Oktober 2022 mit Ergänzung vom 24. Februar 2023 zur Anpassung des Perimeters des eidgenössischen Jagdbanngbiets Kärpf (Nr. 12) und zur Ausscheidung eines neuen eidgenössischen Jagdbanngbiets Chrauchtal (Nr. 43) behandelt. Dies erfordert eine Anpassung in der «Verordnung über die eidgenössischen Jagdbannggebiete» (VEJ, SR 922.31) und der entsprechenden Anhänge. Mit der Perimeteranpassung soll das intensiv genutzte und wirtschaftlich bedeutende Tourismusgebiet von Elm aus dem eidgenössischen Jagdbannggebiet Kärpf entlassen werden. Als Ersatz im Sinne von Art. 11 Abs. 3 JSG wird im nahegelegenen Chrauchtal eine quantitativ und qualitativ gleichwertige Fläche als eidgenössisches Jagdbannggebiet unter Schutz gestellt. Dafür sind im Inventar der eidgenössischen Jagdbannggebiete nach Art. 2 Abs. 3 VEJ folgende Anpassungen erforderlich:

- Anpassung der Karte im Objektblatt «Nr. 12 Kärpf Kanton GL». Ausserdem wird in der italienischen Übersetzung ein fälschlicherweise noch enthaltener Abschnitt bei den «Besonderen Massnahmen» gestrichen.
- Ergänzung eines Objektblatts «Nr. 43 Chrauchtal Kanton GL».

Das BAFU hat das Gesuch inhaltlich geprüft. Das UVEK schlägt dem Bundesrat vor, diese Anpassung gutzuheissen.

3 Rückmeldungen aus der Vernehmlassung zur JSV

Die Vernehmlassung fand gestützt auf Art. 3 Abs. 1 Bst. d des Vernehmlassungsgesetzes (SR 172.061) statt. Sie dauerte vom 9. November 2022 bis 23. Februar 2023. Insgesamt gingen 97 Stellungnahmen ein. Es haben alle Kantone, die Kantonskonferenzen KWL, KOLAS, LDK und RKGK, die nationalen Parteien SVP, die Mitte, GPS, GLP und SPS sowie Verbände und Organisationen aus den Bereichen Jagd, Natur-, Landschafts- und Tierschutz, Land- und Waldwirtschaft sowie Gewerbe und 7 Privatpersonen Stellung genommen.

Insgesamt wird die Stossrichtung der Vernehmlassungsvorlage gestützt. Aus Sicht vieler Kantone bringen die geplanten Änderungen Klarheit, und die mit der Vorlage beabsichtigte Erhöhung des Handlungsspielraums für die Kantone wird begrüsst. Im Zusammenhang mit den Rückmeldungen zum angepassten Artikel 4^{bis} Abs. 1^{bis} JSV-E flossen auch diverse Rückmeldungen zum Artikel 4^{bis} Abs. 1 ein. So forderten



insbesondere die Bergkantone und die Regionen mit bereits hoher Wolfdichte die Möglichkeit, in reproduzierenden Rudeln nicht nur maximal die Hälfte, sondern bis zu zwei Drittel der Jungtiere erlegen zu können und somit stärker regulierend eingreifen zu können. Weiter forderten insbesondere bäuerliche Kreise und Bergkantone die Senkung der massgebenden Schadensschwellen.

4 Anpassung der JSV aufgrund der Rückmeldungen aus der Vernehmlassung

Grundsätzlich wird an der Vernehmlassungsvorlage festgehalten. Das Anliegen der Bergkantone und der Regionen mit bereits hoher Wolfdichte, stärker regulierend eingreifen zu können, wird in die Vorlage aufgenommen. Entsprechend werden der Artikel 4^{bis} Abs. 1 (zwei Drittel anstelle die Hälfte) sowie die Artikel 4^{bis} Absatz 2 und Artikel 9^{bis} Absatz 2 Buchstabe c und Absatz 3 angepasst.

Aktuell sind in den verschiedenen Regionen der Schweiz sehr unterschiedliche Wolfrudeldichten vorhanden. Die Abschussquote pro Rudel wird nach Region differenziert: Dort wo noch keine oder erst wenige Rudel vorkommen, wird – wie bis anhin – die mögliche Entnahme von Jungtieren bis höchstens zur Hälfte belassen. Wo sich dagegen bereits mehrere Rudel neben einander gebildet haben, können die Kantone vorgängig beim zuständigen Departement um Zustimmung für die Entnahme von bis zu zwei Drittel der Jungtiere ersuchen (JSG Art. 12 Abs. 4).

Aufgrund der Einführung des Artikels 4^{bis} Abs. 1^{bis} ist eine Anpassung der Nummerierung der nachfolgenden Absätze im Artikel 4^{bis} erforderlich.

5 Rückmeldungen zur Änderung anderer Erlasse

Die Anpassungen des Objektblatts zum Wasservogelreservat Chevroix jusqu'à Portalban FR/VD waren anlässlich der Vernehmlassung unbestritten.

Der Regierungsrat des Kantons Glarus hat den Vorschlag zur Anpassung des Perimeters des eidgenössischen Jagdbanngebiets Kärpf (Nr. 12) und zur Ausscheidung eines neuen eidgenössischen Jagdbanngebiets Chrauchtal (Nr. 43) kantonsintern in eine Vernehmlassung gegeben, bevor der Antrag dem Bund unterbreitet wurde.

6 Finanzielle, personelle und weitere Auswirkungen auf Bund und Kantone

Mit der Anpassung der VEJ entstehen dem Bund für die Aufsicht, Aufsichtsinfrastruktur sowie Wildschadenvergütung beim neu beantragten eidgenössischen Jagdbanngebiet zusätzliche Kosten von jährlich rund 21 000 Franken. Diese Mittel können im Rahmen des bewilligten Kredits Wildtiere, Jagd und Fischerei des BAFU kompensiert werden.



Das neue Schutzgebiet «Chrauchtal» wird ab Inkraftsetzung in die Programmvereinbarung «Wildtierschutzgebiete» mit dem Kanton Glarus aufgenommen. Der Kanton Glarus ist neu in der Pflicht, den Vollzug der VEJ im Gebiet Chrauchtal über eine entsprechend beauftragte Wildhut zu gewährleisten.

7 Auswirkungen auf Wirtschaft, Umwelt und Gesellschaft

Die Vorlage hat keine volkswirtschaftlichen Auswirkungen. Mit der Vorlage werden erleichterte Eingriffsmöglichkeiten für die Kantone bei Wolfsrudeln und bei Einzelwölfen geschaffen, was zur Entspannung bei der Bevölkerung im Berggebiet beitragen wird. Die Vorlage leistet somit einen Beitrag zum Schutz der Alpwirtschaft.

8 Bases légales

La présente révision se base sur l'article 12 de la loi sur la chasse (LChP, RS 922.0), qui permet aux cantons de prendre des mesures contre les espèces protégées, si celles-ci causent des dégâts importants (alinéa 2), et lorsque d'importants dommages ou un grave danger découlent d'une surpopulation de l'espèce (alinéa 4).

Formatiert: Textkörper-Einzug 2; Einzug

Formatiert: Block

L'article 4bis de l'ordonnance se base sur l'article 12, alinéa 4 LChP, alors que l'article 9bis se base quant à lui sur l'article 12, alinéa 2.

hat formatiert

89 Vereinbarkeit mit internationalen Verpflichtungen

~~Alle vorgeschlagenen Regelungen entsprechen der Massgabe des internationalen Rechts. Le loup est un animal strictement protégé au sens de l'article 7 de la Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel en Europe (RS 0.455). Les Etats parties doivent s'engager à ne prendre des mesures de régulation que si les autres mesures se sont montrées insuffisantes, et si la survie de l'espèce, ou de la meute, peut être garantie.~~

Les mesures de régulation visées par la présente révision de l'ordonnance peuvent être interprétées conformément à ce standard. Il est toutefois utile de rappeler que les tirs de loups sont des mesures exceptionnelles, destinées à protéger lorsque d'autres mesures ne fonctionnent pas, et ne doivent pas menacer pas l'intégrité du loup en Suisse. Un examen approfondi doit en tous les cas être mené avant d'autoriser le tir afin de pouvoir respecter ces conditions.

Formatiert: Block

910 Datum des Inkrafttretens

Die Inkraftsetzung der revidierten JSV ist auf den 1. Juli 2023 geplant.

1011 Rückmeldungen aus der Ämterkonsultation

Folgt nach der ÄK.



Wir beantragen Ihnen, dem beiliegenden Beschlussentwurf zuzustimmen.

Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr,
Energie und Kommunikation UVEK

Albert Rösti

Beilagen:

- Entwurf des Beschlussdispositivs
- Entwurf der Verordnung (d, f, i)
- Erläuterungen (d, f, i)
- Ergebnisbericht der Vernehmlassung (d, f, i)
- Medienmitteilung (d, f, i)

Zum Mitbericht an:

alle Departemente und BK



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

[Eidgenössisches Departement für
Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation](#)
[Eidgenössisches
Departement für
Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation UVEK](#)
Bundesamt für Umwelt BAFU

01.04.2023

Erläuternder Bericht zur Änderung der Jagdverordnung (JSV, SR 922.01)

1 Inhaltsverzeichnis

1	Inhaltsverzeichnis	2
1	Ausgangslage / Einleitung	3
2	Grundzüge der Vorlage	3
3	Verhältnis zum internationalen Recht	34
4	Erläuterungen zu den einzelnen Bestimmungen	4
5	Inkrafttreten der Änderung	89
6	Änderung anderer Erlasse	9
7	Auswirkungen	940
7.1	Auswirkungen auf den Bund, die Kantone und die Gemeinden	940
7.2	Auswirkungen auf die Wirtschaft / Umwelt / Gesundheit etc.	10

1 Ausgangslage / Einleitung

Ende 2021 wurden in der Schweiz rund 150 Wölfe dokumentiert. Dabei wurden 15 Wolfsrudel bestätigt. Bei zehn dieser Rudel konnte die Reproduktion nachgewiesen werden. Angesichts der Herausforderungen für die Alpwirtschaft und des Handlungsbedarfs haben sich anfangs 2022 14 Schutz- und Nutzungsorganisationen auf gemeinsame Vorschläge für eine erneute Anpassung der Jagdverordnung geeinigt. Wolfabschüsse sollten rasch und gegenüber der Jagdverordnungsrevision 2021 weitergehend leichter möglich sein. Mit der Anpassung der Jagdverordnung nimmt der Bundesrat zentrale Vorschläge der Verbände auf. Damit soll die Situation für die betroffenen Gebiete kurzfristig etwas entschärft werden, bis die vom Parlament am 16. Dezember 2022 beschlossene Revision des Jagdgesetzes einschliesslich der Ausführungsbestimmungen voraussichtlich im Sommer 2024 in Kraft tritt.

2 Grundzüge der Vorlage

Abschüsse von Wölfen werden in den Artikeln 4^{bis} und 9^{bis} JSV geregelt. Die Anpassung dieser beiden Artikel beinhaltet im Wesentlichen:

- Erhöhung der Abschussquote bei Wolfsrudeln in Regionen mit hoher Rudeldichte (Art. 4^{bis} Abs. 1^{bis});
- Ermöglichung von Abschüssen in Rudelsituationen ohne Reproduktion (Art. 4^{bis} Abs. 1^{ter});
- Ermöglichung des Abschusses von Einzelwölfen bei einer erheblichen Gefährdung von Menschen (Art. 9^{bis} Abs. 1);
- Rascherer Abschuss von schadenstiftenden Einzelwölfen (Art. 9^{bis} Abs. 2 Bst. c und Abs. 3);
- Anrechnung von verletzten Tieren der Rinder- oder Pferdegattung an den Schaden sowie Reduktion der für den Abschuss massgebenden Schadensschwellen (Art. 4^{bis} Abs. 2, Art. 9^{bis} Abs. 2 Bst. c und Art. 9^{bis} Abs. 3 JSV);

Zudem soll die Registrierung von Wolfsrissen mit der existierenden Tierverkehrsdatenbank verknüpft werden (Art. 10 Abs. 3 JSV).

Mit dieser Ordnungsrevision werden auch das Gesuch des Kantons Freiburg vom 29. November 2021 zur geringfügigen Anpassung des Objektblatts zum Wasservogelreservat Chevroux jusqu'à Portalban FR/VD sowie das Gesuch des Kantons Glarus vom 7. Oktober 2022 (mit Ergänzung vom 24. Februar 2023) zur Verkleinerung des Perimeters des eidgenössischen Jagdbanngbietes Kärpf und Neuausscheidung des eidgenössischen Jagdbanngbietes Chrauchtal als Ersatz umgesetzt. Beide Gesuche werden vom BAFU gutgeheissen.

3 Verhältnis zum internationalen Recht

Alle vorgeschlagenen Regelungen entsprechen der Massgabe des internationalen Rechts. En matière de droit international, il faut relever que le loup est un animal "strictement protégé" au sens de l'annexe III de la Convention de Berne du 19 septembre 1979 relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel en Europe (RS 0.455).

Selon le rapport explicatif de la Convention, l'article 9 conditionne les mesures législatives et réglementaires en matière de régulation des espèces strictement protégées à deux éléments cumulatifs. D'abord, les mesures ne doivent pas mettre en péril la survie de l'espèce concernée. Ensuite, aucune autre mesure n'est satisfaisante dans le cas d'espèce.

La régulation préventive, telle qu'elle a été adoptée par le Parlement dans la révision de la loi sur la chasse, peut être interprétée de manière conforme à ces exigences. Tel doit également être le cas pour la présente révision de l'ordonnance.

Kommentiert [VMB1]: Nous vous demandons ici d'au moins relever la Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel en Europe (RS 0.455).

Comme le Comité en charge de l'application de la Convention a refusé une nouvelle fois la demande de requalification du loup en décembre 2022, il nous semble important de relever que le statut du loup en Suisse est encore "strictement protégé" au sens de l'article 7 de la Convention de Berne.

Cela doit avoir une influence sur la formulation, et l'application, des articles soumis à la présente révision. Nous vous proposons ici une formulation de paragraphe, tirée de la prise de position du Conseil fédéral relative à l'initiative parlementaire 21.502 qui a fondé la révision partielle de la loi sur la chasse mentionnée dans le point 1.

hat formatiert: Französisch (Schweiz)

hat formatiert: Französisch (Schweiz)

En effet, l'ordonnance se conforme à la loi sur la chasse, et à la Convention de Berne, en prévoyant un examen approfondi avant d'autoriser le tir d'un loup, de respecter la condition de nécessité au sens de l'article 9 de la Convention.

hat formatiert: Französisch (Schweiz)

4 Erläuterungen zu den einzelnen Bestimmungen

Art. 4^{bis} Abs. 1, 1^{bis}-1^{quinqües}, 2 und 3 «Regulierung von Wölfen»

¹ Wölfe eines Rudels dürfen nur reguliert werden, wenn sich das betroffene Rudel im Jahr, in dem die Regulierung bewilligt wird, erfolgreich fortpflanzt hat. Die Regulierung erfolgt über den Abschuss von Jungtieren.

^{1^{bis}} Die Anzahl Wölfe, die erlegt werden dürfen, bestimmt sich wie folgt:

- a. In den Regionen Jura, Zentralschweiz und Nordostschweiz: höchstens die Hälfte der im betreffenden Jahr geborenen Jungtiere;
- b. In den Regionen Westschweizeralpen und Südostschweiz: höchstens Zweidrittel der im betreffenden Jahr geborenen Jungtiere.

^{1^{ter}} In Jahren ohne Fortpflanzung darf in den Regionen Westschweizeralpen und Südostschweiz, ein Jungtier, das im Vorjahr geboren wurde, erlegt werden.

^{1^{quater}} Ausnahmsweise kann im Rahmen der Regulierung nach Absatz 1 auch ein Elterntier, das besonders schadenstiftend in Erscheinung tritt, in den Monaten November bis Januar erlegt werden. Ein Elterntier gilt insbesondere dann als besonders schadenstiftend, wenn es über mehrere Jahre jeweils mindestens zwei Drittel des Schadens nach Absatz 2 verursacht.

^{1^{quinqües}} Die Wölfe sind soweit möglich nahe von Siedlungen und Nutztierherden zu erlegen.

² Eine Regulierung bei Schäden an Nutztierbeständen ist zulässig, wenn im Streifgebiet eines Wolfsrudels innerhalb von vier Monaten mindestens 8 Nutztiere getötet worden oder ein Tier der Rinder- oder Pferdegattung oder Neuweltkameliden getötet oder schwer verletzt worden sind. Bei der Beurteilung der Schäden ist Artikel 9^{bis} Absatz 4 sinngemäss anwendbar.

³ Eine Regulierung bei erheblicher Gefährdung von Menschen ist insbesondere zulässig, wenn sich Wölfe eines Rudels auf eigenem Antrieb regelmässig innerhalb oder in unmittelbarer Nähe von Siedlungen aufhalten und sich dabei gegenüber Menschen zu wenig scheu oder aggressiv zeigen.

Absatz 1: Der letzte Satz des Absatz 1 wird gestrichen. Die Regelung zur Abschussquote findet sich neu in Absatz 1^{bis}.

Absatz 1^{bis}: Reproduzierende Wolfsrudel können heute gemäss Artikel 4^{bis} Absatz 1 der Jagdverordnung mit Zustimmung des Bundes reguliert werden, wenn sie «grossen Schaden» gemäss Art. 4^{bis} Abs. 2 JSV oder eine «erhebliche Gefährdung von Menschen» gemäss Art. 4^{bis} Abs. 3 verursacht haben. Bisher galt, dass höchstens die Hälfte der im betreffenden Jahr geborenen Jungtiere erlegt werden konnte.

Neu soll die Abschussquote pro Rudel nach Regionen bestimmt werden. Während in den in Absatz 1 Buchstabe a genannten Regionen (Jura, Zentralschweiz und Nordostschweiz) weiterhin höchstens die Hälfte der im betreffenden Jahr geborenen Jungtiere geschossen werden darf, gilt für die in Absatz 1 Buchstabe b genannten Regionen (Westschweizeralpen und Südostschweiz) eine höhere Abschussquote. Demnach können in diesen Regionen höchstens Zweidrittel der im betreffenden Jahr geborenen Jungtiere geschossen werden.

Die Abgrenzung der Regionen entspricht den «Hauptkompartimenten für Grossraubtiermanagement gemäss dem «Konzept Wolf Schweiz» (siehe unten Anhang 2 Vollzugshilfe des BAFU nach Art. 10^{bis} JSV). Die unterschiedlichen Abschusskontingente orientieren sich an der Entwicklung des Wolfsbestands in diesen Regionen: Während sich die Entwicklung des Wolfsbestands in den Regionen des Absatz 1^{bis} Buchstabe a noch in der Phase 1 «Einwanderung von Einzelwölfen» oder Phase 2 mit «Paarbildung und Reproduktion in einzelnen Familienrudeln» befindet, entwickelt sich der Wolfsbestand in den Regionen des Absatz 1^{bis} Buchstabe b bereits in der Phase 3 mit «flächige Ausbreitung und regelmässige Reproduktion in mehreren Rudeln».

Anhang 2

Stand 21.05.2019

Haupt-Kompartimente für das Grossraubtiermanagement

Kompartiment	Region	Betroffene Kantone / Kantonsgebiete
I	Jura	AG, BE (Jura), BL, BS, GE, JU, NE, SO, VD (Jura)
II	Nordostschweiz	AI, AR, SG, SH, TG, ZH
III	Zentralschweiz	BE (Ost), GL, LU, NW, OW, SG (Oberland), SZ, UR, ZG
IV	Westschweizeralpen	BE (Alpen), FR, VD (Alpen), VS
V	Südostschweiz	GR, SG (südl. Sarganserland), TI, Liechtenstein



Um die Anzahl Wolfsrudel zu bestimmen, die den Übertritt in Phase 3 der Wolfsbesiedlung markiert, wird auf die «Recommendations for an internationally coordinated wolf population management in the Alps» der Plattform WISO der Alpenkonvention abgestellt. Diese Empfehlungen lassen für die Alpenwolfpopulation - abhängig vom verfügbaren Lebensraum - eine stets zu sichernde Anzahl Wolfsrudel pro Region definieren. In der Region Jura sind 2022 zwei Rudel bestätigt worden, in der Region Zentralschweiz eines, während sich in der Region Nordostschweiz noch kein Rudel gebildet hat. Dagegen wurden in der Region Westschweizeralpen neun und in der Region Südostschweiz vierzehn Rudel beobachtet. In den Regionen Jura, Zentralschweiz und Nordostschweiz ist so der minimal und dauerhaft zu erhaltende Wolfsbestand noch nicht erreicht: Es ist davon auszugehen, dass dieser bei mindestens drei (Jura)

beziehungsweise vier (Zentralschweiz) und ein (Nordostschweiz) Rudel liegt. In den Regionen Westschweizeralpen Südostschweiz ist der Mindestbestand hingegen übertroffen.

Absatz 1^{ter}: In Gebieten, in denen sich mehrere Rudel nebeneinander eingerichtet haben, kann es vorkommen, dass sich ein Rudel zum Beispiel wegen Territorialkämpfen oder Nahrungskonkurrenz in einem Jahr nicht erfolgreich fortpflanzen kann. Nicht reproduzierende Rudel umfassen mindestens drei Wölfe in einem abgegrenzten Gebiet, d.h. das Elternpaar sowie mindestens ein Jungtier, das im Vorjahr geboren ist. In solchen Rudeln ohne aktuelle Reproduktion ist nach heutigem Recht eine Regulierung nicht möglich. Auch ein nicht reproduzierendes Rudel kann jedoch grossen Schaden anrichten oder Gefährdungssituationen verursachen. Mit dieser Verordnungsrevision soll neu ermöglicht werden, dass ein schadenstiftendes Rudel ohne Reproduktion reguliert werden kann, indem ein Jungtier, das im Vorjahr geboren wurde, erlegt wird. Allerdings ist ein solcher Abschuss, nur in den Regionen Westschweizeralpen und Südostschweiz zulässig, in denen die geforderte Mindestanzahl an Rudeln gemäss Empfehlungen der WISO-Plattform der Alpenkonvention bereits erreicht ist. In den anderen Regionen soll der Aufbau des regionalen Bestands nicht behindert werden. Outre la limitation géographique, l'autorisation d'abattage devra tenir compte de la survie de la meute concernée. Pour se conformer à la Convention de Berne, il est nécessaire de rappeler que la survie de population concernée par la mesure doit être garantie.

hat formatiert: Französisch (Schweiz)

hat formatiert: Französisch (Schweiz)

hat formatiert: Französisch (Schweiz)

Damit nicht irrtümlicherweise ein Elterntier erlegt und somit das Rudel zerstört wird, müssen die Kantone beim Abschuss besonders vorsichtig vorgehen. Bei der Anwendung von Absatz 1^{bis} soll der Abschuss eines Jungtiers, das im Vorjahr geboren ist, soweit möglich nur aus Gruppen von mindestens **drei Wölfen** getätigt werden. Ce seuil de trois individus n'est pas absolu et devra être apprécié en fonction de la survie prévisible de la meute concernée.

Kommentiert [VMB2]: La phrase suivante a été ajoutée dans l'hypothèse où une meute de trois loups dont on tuerait un pourrait toujours survivre et se développer. Est-ce bien une hypothèse plausible ?

hat formatiert: Französisch (Schweiz)

hat formatiert: Französisch (Schweiz)

Bei den **Absätzen 1^{quater} und 1^{quinquies}** ändert nur die Nummerierung. Inhaltlich bleiben beide Absätze unverändert.

Hinsichtlich Absatz 1^{quater} ist auf das Bundesverwaltungsgerichtsurteil A-5142/2021 vom 18. Januar 2023 im Fall «Regulierung des Beverin-Wolfsrudels» hinzuweisen. Demnach dürfen die Kantone als Beweise für die besondere Schadtätigkeit eines Elterntiers nebst genetischen DNA-Belegen auch weitere, objektive Nachweise erbringen, wie dokumentierte Foto- oder Filmaufnahmen, die das Elterntier erkennen lassen, oder eine besondere Tötungsmethode des Elterntiers sofern das Rissbild eindeutig beschrieben und dem Elterntier individuell zugeordnet werden kann. Die Zeitperiode «über mehrere Jahre» muss mindestens zwei Jahre umfassen, wobei die beiden Jahre nicht zwingend aufeinanderfolgend sein müssen.

Absatz 2: Damit die neue Regelung nach Art. 4^{bis} Abs. 1^{bis} JSV angewendet werden kann, muss im Absatz 2 der Zusatz «..., das sich erfolgreich fortgepflanzt hat, ...» gestrichen werden. Absatz 2 wird redaktionell angepasst, indem der Verweis auf Artikel 9^{bis} Absatz 3 JSV gestrichen wird. Die Schadensschwelle wird neu von 10 auf 8 Nutztierrisse (Schafe oder Ziegen) und bei Tieren der Rinder- oder Pferdegattung sowie Neuweltmaleiden auf ein getötetes oder schwer verletztes Tier gesenkt. Unter «schwer verletzt» zu verstehen sind Verletzungen, die eine länger andauernde tierärztliche Pflege bedingen, oft bis zu einem Monat. Meistens handelt es sich um perforierte Hautverletzungen mit fehlender Haut und Muskulatur, Beschädigung des Bewegungsapparates (Sehnen, Gelenke, Bänder) oder weiterer Organe (Geschlechtsorgane, Anus).

Absatz 3: Im Absatz 3 wird im ersten Satz das Wort «...insbesondere...» eingefügt. Damit wird ausgedrückt, dass die nachfolgende Auflistung der Tatbestände, die eine Regulierung eines Rudels wegen «Gefährdung von Menschen» ermöglichen sollen, weiter zu fassen sind als bisher. Bei der Anwendung dieser Regelung dient Anhang 5 des Konzepts Wolf Schweiz als Richtschnur. Dieser enthält Kriterien zur Einschätzung der Gefährlichkeit von Einzelereignissen bei Begegnungen von Wolf und Mensch respektive Haushunden und empfiehlt konkrete Massnahmen, die getroffen werden sollten.

Zur Beurteilung der «Erheblichkeit» einer Gefährdung dient der Anhang 5 des Konzepts Wolf Schweiz. Die Formulierung «aus eigenem Antrieb» weist darauf hin, dass die Anwendung des Absatz 3 erst gerechtfertigt ist, wenn zuvor das Anlocken von Wölfen in Siedlungsnähe durch Futterquellen wie z. B. unsachgemässe Abfallentsorgung, auf Miststöcken entsorgte Nachgeburten der Nutztiere oder draussen gelagertes Haustierfutter, konsequent verhindert wird.

Art. 9^{bis} Abs. 1, 2 Bst. c, 3 und 6 Satz 1 «Massnahmen gegen einzelne Wölfe»

¹ Der Kanton kann eine Abschussbewilligung für einzelne, nicht zu einem Rudel gehörende Wölfe erteilen, die erheblichen Schaden an Nutztieren anrichten oder Menschen erheblich gefährden.

² Ein erheblicher Schaden an Nutztieren durch einen einzelnen Wolf liegt vor, wenn in seinem Streifgebiet:

c. mindestens 6 Nutztiere innerhalb von vier Monaten getötet werden, nachdem früher bereits Schäden durch Wölfe zu verzeichnen waren.

³ Bei Tieren der Rinder- und Pferdegattung sowie bei Neuweltkameliden liegt ein erheblicher Schaden vor, wenn durch einen einzelnen Wolf innerhalb von vier Monaten mindestens ein Nutztier getötet oder schwer verletzt wurde.

⁶ Die Abschussbewilligung muss der Verhütung weiteren Schadens an Nutztieren oder der Verhütung weiterer erheblicher Gefährdung der Menschen durch diesen Wolf dienen.

Absatz 1: Absatz 1 wird in zweifacher Hinsicht ergänzt. Zum einen ermöglicht die Formulierung «... nicht zu einem Rudel gehörende...» implizit den Abschuss von Einzelwölfen innerhalb von Rudelterritorien. Gemäss den Erfahrungen der letzten Jahre zeigt sich, dass einzelne, nicht zu einem Rudel gehörende oder von einem Rudel verstossene Einzelwölfe auch eine Zeit lang in Rudelrevieren herumstreifen und Schaden anrichten können. Deshalb müssen die Artikel 4^{bis} JSV und 9^{bis} JSV im selben Gebiet überlagernd anwendbar sein. Damit allerdings Fehlabschüsse von Rudelwölfen vermieden werden können und die Einschätzung, welcher Wolf einem Rudel zugehörig ist und welcher nicht, plausibel dargelegt werden kann, braucht es eine enge Überwachung des Wolfbestands in einer möglicherweise mehrere Kantone umfassenden Region.

Zum andern wird Absatz 1 ergänzt mit «... oder Menschen erheblich gefährden.» Damit wird eine in Art. 12 Abs. 2 des Gesetzes bestehende Lücke vorerst über die Verordnung gefüllt. Der Bundesrat kam bereits 2017 zum Schluss, dass unabhängig davon, ob ein Wolf mit problematischem Verhalten aus einem Rudel stamme oder ob es sich dabei um ein Einzeltier handle, ein Abschuss zum Schutze der Menschen möglich sein solle; eine unterschiedliche Regelung sei sachlich nicht zu begründen (BBl 2017 6132). Das Parlament ist dieser Argumentation 2019 bei der Anpassung des Jagdgesetzes gefolgt. Der Entscheid von Bundesrat und Parlament, die Unterscheidung von Art. 12 Abs. 2 und Art. 12 Abs. 4 JSG – wonach nur bei einer Regulierung, nicht aber bei einem Abschuss eines einzelnen Wolfes die Gefährdung des Menschen als Grund herangezogen werden kann, im Rahmen der Teilrevision zu beseitigen – legt den Schluss nahe, dass es sich bei dieser unterschiedlichen Regelung nicht um eine gewollte Unterscheidung des Gesetzgebers handelt, sondern vielmehr um eine Lücke die es zu schliessen gilt. Der Bundesrat nutzt nun seine Möglichkeit, die im JSG festgestellte Lücke im Rahmen seiner Vollzugskompetenz zu füllen, indem er die Massnahme für gefährliche Einzeltiere auf Verordnungsstufe regelt. Bei nächster Gelegenheit soll die Regelung in das Gesetz aufgenommen werden.

Absatz 2: In Gebieten, in denen die Wölfe bereits in früheren Jahren Schäden angerichtet haben, und diese somit Gebiete mit bekannter Wolfspräsenz sind, wird die Schadensschwelle von 10 auf 6 Nutztierisse gesenkt.

Absatz 3: Die Schadensschwelle wird bei Tieren der Rinder- oder Pferdegattung sowie Neuweltkameliden auf ein getötetes oder schwer verletztes Tier gesenkt. Die Erläuterungen zu Art. 4^{bis} Abs. 2 JSV gelten sinngemäss.

Absatz 6: Infolge der Ergänzung von Absatz 1 mit «... oder Menschen erheblich gefährden.» muss ebenfalls der Absatz entsprechend ergänzt werden.

Kommentiert [VMB3]: Nous nous référons à notre prise de position matérielle ici. À l'heure actuelle, la LChP ne permet pas la modification proposée. Si une mise en vigueur anticipée de l'article 7a P-LChP est prévue pour justifier cette modification, il faudra adapter les explications en conséquence.

Art. 9^{ter} «Einzelabschuss eines Wolfs aus einem Rudel»

Bei einer schweren und unmittelbar drohenden Gefahr für den Menschen durch einen Wolf eines Rudels kann der Kanton in Abweichung von Artikel 4 Absatz 1 ohne Zustimmung des BAFU den Abschuss des Wolfes anordnen.

Dieser neue Artikel eröffnet den Kantonen die Möglichkeit, dass ein Wolf eines Rudels, der plötzlich und unvorhergesehen Leib und Leben von Menschen bedroht, beispielsweise ein Wolf der sich Menschen aggressiv mit Drohgebärden annähert, ohne dass er provoziert worden wäre, unverzüglich abgeschossen werden kann. Eine Zustimmung des BAFU kann in einer solch dringlichen Situation nicht vorausgesetzt und eingeholt werden. Da die Regelung sehr eng begrenzt ist, besteht kein Widerspruch zu Art. 12 Abs. 4 JSG, der bei der Regulierung eine Zustimmung des Bundes vorsieht. Allerdings müssen die Kantone in solchen Fällen gemäss Artikel 12 ff. NHG so rasch wie möglich eine begründete und beschwerdefähige Abschussverfügung publizieren, damit das BAFU oder die beschwerdeberechtigten Organisationen nötigenfalls die korrekte Anwendung der Bestimmung gerichtlich überprüfen lassen können. Mit dieser neuen Regelung und der Ergänzung des Artikels 9^{bis} Absatz 1 JSV bietet das Jagdrecht den nötigen juristischen Rahmen. Damit sollte sich die Anwendung der polizeilichen Generalklausel in vielen Fällen erübrigen. Ein Eingreifen gemäss dem neuen Artikel 9^{ter} ist bereits dann erlaubt, wenn sich das Verhalten des Wolfes zu einem potentiellen aggressiven Verhalten entwickeln kann.

Art. 10 Abs. 3 «Entschädigung und Schadenvergütung»

³ Der Bund leistet die Abgeltung für Nutztiere unter den folgenden Voraussetzungen:

- a. Die Nutztiere sind in der Tierverkehrsdatenbank gemäss Artikel 45b Tierseuchengesetz vom 1. Juli 1966¹ zum Zeitpunkt des Risses korrekt registriert; und
- b. der Kanton übernimmt die Restkosten.

Dieser Absatz wird ergänzt mit der Verknüpfung der Erhebung von Grossraubtierissen und deren Entschädigung mit der Tierverkehrsdatenbank des Bundes, welche die Meldepflicht für Tiere der Rinder-, Schaf-, Ziegen-, Schweine- und Pferdegattung allgemein regelt (Verordnung über die Identitas AG und die Tierverkehrsdatenbank, SR 916.404.1). Dies ermöglicht Bund und Kantonen eine bessere Vollzugskontrolle und führt damit zu einem klareren und einfacheren Vollzug. Ein korrekter Eintrag bedeutet, dass die Tiere nicht nur in der Datenbank eingetragen sein müssen, sondern dass der Wechsel in die Sömmerungshaltung rechtzeitig erfolgen muss.

5 Inkrafttreten der Änderung

Die revidierte JSV tritt am 1. Juli 2023 in Kraft.

¹ SR 915.40

6 Änderung anderer Erlasse

Verordnung über die Wasser- und Zugvogelreservate von internationaler und nationaler Bedeutung vom 21. Januar 1991

Anhang 1: Reservate von internationaler Bedeutung

Nr.	Lokalität	Kantone	Aufnahme	Revision(en)
5	Chevroux jusqu'à Portalban	FR, VD	1991	2001/2015/2023

Mit dieser Ordnungsrevision soll das Gesuch des Kantons Freiburg vom 29. November 2021 zur geringfügigen Anpassung des Objektblatts zum Wasservogelreservat Chevroux jusqu'à Portalban FR/VD umgesetzt werden. Da sich bei der Abgrenzung des Reservats zu den angrenzenden Siedlungen Vollzugsprobleme ergeben, beantragt der Kanton, eine Grenzberichtigung so rasch als möglich umzusetzen. Das BAFU hat das Gesuch inhaltlich geprüft und der Bundesrat heisst die Anpassung gut.

Verordnung über die eidgenössischen Jagdbanngebiete vom 30. September 1991

Anhang 1: Eidgenössische Jagdbanngebiete

43. Chrauchtal Kanton GL

Mit dieser Ordnungsrevision soll das Gesuch des Kantons Glarus vom 7. Oktober 2022 mit Ergänzung vom 24. Februar 2023 zur Anpassung des Perimeters des eidgenössischen Jagdbanngebiets Kärpf (Nr. 12) und zur Ausscheidung eines neuen eidgenössischen Jagdbanngebiets Chrauchtal (Nr. 43) umgesetzt werden. Mit der Perimeteranpassung soll das intensiv genutzte und wirtschaftlich bedeutende Tourismusgebiet von Elm aus dem eidgenössischen Jagdbanngebiet Kärpf entlassen werden. Als Ersatz im Sinne von Art. 11 Abs. 3 JSG wird im nahegelegenen Chrauchtal eine quantitativ und qualitativ gleichwertige Fläche als eidgenössisches Jagdbanngebiet unter Schutz gestellt. Dafür sind im Inventar der eidgenössischen Jagdbanngebiete nach Art. 2 Abs. 3 VEJ folgende Anpassungen erforderlich:

- Anpassung der Karte im Objektblatt «Nr. 12 Kärpf Kanton GL». Ausserdem wird in der italienischen Übersetzung ein fälschlicherweise noch enthaltener Abschnitt bei den «Besonderen Massnahmen» gestrichen.
- Ergänzung eines Objektblatts «Nr. 43 Chrauchtal Kanton GL».

Das BAFU hat das Gesuch inhaltlich geprüft und schlägt dem Bundesrat vor, diese Anpassung gutzuheissen.

Das angepasste Objektblatt Nr. 12 des eidgenössischen Jagdbanngebiets Kärpf sowie das Objektblatt zum neuen eidgenössischen Jagdbanngebiet Nr. 43 Chrauchtal sind in der Beilage zu den Erläuterungen zu finden.

7 Auswirkungen

7.1 Auswirkungen auf den Bund, die Kantone und die Gemeinden

Mit der Anpassung der VEJ entstehen dem Bund für die Aufsicht, Aufsichtsinfrastruktur sowie Wildschadenvergütung beim neu beantragten eidgenössischen Jagdbanngebiet zusätzliche Kosten von jährlich rund CHF 21'000.—. Diese Mittel können im Rahmen des bewilligten Kredits Wildtiere, Jagd und Fischerei kompensiert werden. Das neue Schutzgebiet wird ab Inkraftsetzung in die Programmvereinbarung «Wildtierschutzgebiete» mit dem Kanton Glarus aufgenommen. Der Kanton Glarus muss neu die Einhaltung der VEJ im Gebiet Chrauchtal über eine entsprechend beauftragte Wildhut gewährleisten.

7.2 Auswirkungen auf die Wirtschaft / Umwelt / Gesundheit etc.

Die Vorlage hat keine volkswirtschaftlichen Auswirkungen. Mit der Vorlage werden erleichterte Eingriffsmöglichkeiten für die Kantone bei Wolfsrudeln und bei Einzelwölfen geschaffen, was zur Entspannung bei der Bevölkerung im Berggebiet beitragen wird. Die Vorlage leistet somit einen Beitrag zum Schutz der Alpwirtschaft.

Beilagen

Objektblätter Kärpf (Nr. 12) und Chrauchtal (Nr. 43) im Inventar der eidgenössischen Jagdbanngebiete:

[Beilage 1 Objektblatt Kärpf GL angepasst.pdf](#)

[Beilage 2 Objektblatt Chrauchtal GL neu.pdf](#)



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement für
Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation UVEK
Bundesamt für Umwelt BAFU

25. August 2023

**Erläuternder Bericht zur Änderung der Jagdverord-
nung (JSV, SR 922.01) - Teil 1
«Abschüsse von Wölfen»**

Version für die Ämterkonsultation

Referenz/Aktenzeichen: R114-1275

Inhaltsverzeichnis

1	Ausgangslage / Einleitung	3
2	Grundzüge der Vorlage	3
3	Verhältnis zum internationalen Recht	3
4	Verzicht auf eine Vernehmlassung	4
5	Erläuterungen zu den einzelnen Bestimmungen.....	5
6	Inkrafttreten der Änderung.....	13
7	Änderung anderer Erlasse.....	13
8	Auswirkungen.....	13
8.1	Auswirkungen auf den Bund, die Kantone und die Gemeinden	13
8.2	Auswirkungen auf die Wirtschaft / Umwelt / Gesundheit etc.	13

1 Ausgangslage / Einleitung

Das «Bundesgesetz über die Jagd und den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel» [Jagdgesetz (JSG), SR 922.01] regelt den Schutz und die Konfliktlösung mit einheimischen Wildtieren. Angesichts der Zunahme der Wolfsbestände und der Konflikte mit der Landwirtschaft revidierte das Parlament mit Beschluss vom 16. Dezember 2022 das JSG. Der Bundesrat möchte das Gesetz in zwei Schritten umsetzen.

Mit der vorliegenden Revision der Jagdverordnung setzt der Bundesrat in einem ersten Schritt die Regulierung von Steinböcken und Wölfen sowie die Ausdehnung der reaktiven Wolfsregulierung auf den Sommer um (Art. 7a Abs. 1 und 2 sowie Art. 12 Abs. 4^{bis} des revidierten JSG).

Die Inkraftsetzung dieser Bestimmungen des JSG sowie der entsprechenden Ausführungsbestimmungen erfolgt am 1. Dezember 2023. Diese Verordnungsbestimmungen sind bis am 31. Januar 2025 befristet in Kraft. Das neue JSG sieht insbesondere vor, dass Wölfe jeweils vom 1. September bis zum 31. Januar präventiv reguliert werden können. Die rasche Teilkraftsetzung ermöglicht demnach eine präventive Regulierung im kommenden Dezember und Januar.

In einem zweiten Schritt wird der Bundesrat die übrigen Gesetzesbestimmungen umsetzen. Sie sollen auf den 1. Februar 2025 definitiv in Kraft gesetzt werden.

Hintergrund für das gewählte Vorgehen ist der exponentiell wachsende Wolfsbestand in der Schweiz. Im Jahr 2020 gab es in der Schweiz insgesamt 11 Wolfsrudel und etwas mehr als 100 Wölfe. 2021 stieg die Zahl der Rudel auf 15, Ende 2022 waren es 23. Aktuell sind in der Schweiz 31 Rudel und rund 300 Wölfe nachgewiesen.

Parallel dazu steigt die Zahl der Nutztierrisse. 2019 gab es in der Schweiz 446 Risse durch Wölfe, 2022 waren es 1480 Risse.

Mit diesem Vorgehen will der Bundesrat einem grundsätzlichen Anliegen des Parlaments Rechnung tragen, die Wolfsbestände möglichst bald regulieren zu können.

2 Grundzüge der Vorlage

Die Vorlage regelt die Umsetzung folgender Bestimmungen des Jagdgesetzes:

- Artikel 7a Absätze 1 und 2 JSG: *Proaktive* Bestandsregulierung von Steinbockkolonien und Wolfsrudeln im Herbst und Winter durch die Kantone;
- Artikel 12 Absatz 4^{bis} JSG: *Reaktive* Bestandsregulierung von schadenstiftenden Wolfsrudeln während den Sommermonaten.

3 Verhältnis zum internationalen Recht

Bezüglich der internationalen Verpflichtung der Schweiz anlässlich der Regelung von Schutz und jagdlicher Nutzung der freilebenden Säugetiere und Vögel ist die Berner Konvention (SR 0.455) massgebend. Die Schweiz hat diese Konvention im Jahr 1982 ratifiziert.

Der Wolf ist in Anhang II der Berner Konvention als streng geschützte Tierart aufgeführt. Die Vertragsstaaten sind verpflichtet, die geeigneten gesetzgeberischen und verwaltungsorganisatorischen Massnahmen zu ergreifen, um den Erhalt der in Anhang II aufgeführten Arten sicherzustellen. Der Schutz der in Anhang II aufgeführten Arten ist jedoch nicht absolut. Vielmehr erlaubt der Artikel 9 der Konvention in bestimmten Situationen Ausnahmen, insbesondere im Interesse der öffentlichen Sicherheit und zur Verhütung ernster Schäden. Die Resolution 2 führt den Artikel 9 der Berner Konvention dahingehend aus, dass der Schaden nicht eingetreten sein muss, bevor Massnahmen gegen Anhang II Arten angeordnet werden können. Solche Abschüsse können demnach auch zur Verhütung von Gefährdungssituationen oder ernster Schäden ergriffen werden. In diesem Sinne entsprechen die vorgeschlagene

Neuregelung dieser Verordnung zur Regulation von Wolfsbeständen als auch zum Einzelabschuss von schadenstiftenden Wölfen den Massgaben der Berner Konvention.

Die Berner Konvention verlangt in deren Artikel 9 weiter, dass berechtigte Massnahmen gegen geschützte Tiere dem Bestand der betreffenden Art nicht gefährden dürfen. Die vorgesehenen Massnahmen sind im Einklang mit den Anforderungen der Berner Konvention.

4 Verzicht auf eine Vernehmlassung

Für diese Teilkraftsetzung verzichtete der Bundesrat auf ein Vernehmlassungsverfahren. Dies insbesondere aus folgenden Gründen:

- Vorgängig zur Volksabstimmung über die Änderung des Jagdgesetzes vom 20. September 2020 wurden die Ausführungsbestimmungen zur präventiven Wolfsregulierung bereits vernehmlasst (vom 8. Mai bis zum 9. September 2020). Die neue Revision des JSG sieht grundsätzlich die gleichen Gesetzesbestimmungen zur präventiven Regulierung vor wie die in der Volksabstimmung abgelehnte Vorlage. Gemäss Art. 3a Abs. Bst. b des Vernehmlassungsgesetzes (SR 172.061) kann auf ein Vernehmlassungsverfahren verzichtet werden, wenn keine neuen Erkenntnisse zu erwarten sind, weil die Positionen der interessierten Kreise bekannt sind, insbesondere wenn über den Gegenstand des Vorhabens bereits eine Vernehmlassung durchgeführt worden ist.
- Der Revision des Jagdgesetzes ging die Pa. Iv. 21.502 «Wachsende Wolfsbestände geraten ausser Kontrolle und gefährden ohne die Möglichkeit zur Regulierung die Landwirtschaft» voraus. Bei der Erarbeitung der Vorlage verzichtete die UREK-S aus denselben Überlegungen auf eine Vernehmlassung und beschränkte sich auf die Durchführung von Anhörungen der Nutz- und Schutzorganisationen. Die UREK-N führte am Anfang des Prozesses bei der Zustimmung zur Pa. Iv. zusätzlich auch Anhörungen der KWL durch. Die beiden Kommissionen waren sich einig, dass eine neue Revision des JSG rasch angegangen werden musste und dass die proaktive Regulierung notwendig war, um das exponentielle Wachstum der Wolfspopulation in den Griff zu bekommen. Deshalb war eine schlanke Revision notwendig. Dabei berücksichtigte das Parlament eine der Hauptkritik, die 2020 im Rahmen des Abstimmungskampfes geäussert wurde: Die Zustimmung zur proaktiven Regulierung soll vom Bund kommen und nicht den Kantonen übertragen werden.
- Die beantragte Teilrevision wird befristet in Kraft gesetzt. Die befristeten Bestimmungen zur Regulierung sollen in einem zweiten Schritt zusammen mit den restlichen Bestimmungen zur Umsetzung des Jagdgesetzes im Frühjahr 2024 ordentlich vernehmlasst werden, bevor sie am 1. Februar 2025 definitiv in Kraft treten sollen.
- Parallel zur Ämterkonsultation ist ein Einbezug der interessierten Kreise erfolgt. Die zuständigen Kantonskonferenzen (KWL, LDK, BPUK und RKGK) sowie die betroffenen Nutz- und Schutzorganisationen (SBV, SAB, JagdSchweiz, Pro Natura, BirdLife, WWF und Gruppe Wolf Schweiz) konnten bis am 6. September 2023 schriftlich Stellung nehmen.

Das gewählte Vorgehen erlaubt eine präventive Regulierung im kommenden Dezember und Januar. Hintergrund für das gewählte Vorgehen ist der exponentiell wachsende Wolfsbestand in der Schweiz sowie die steigende Zahl von Nutztierissen. Ohne ein rasches Inkraftsetzen der Verordnung ist nächsten Sommer mit zusätzlichen Wolfsrudeln und Wölfen zu rechnen, was die Alpsommerung erheblich erschweren wird. Die rasche Inkraftsetzung entspricht einem Grundanliegen des Parlaments.

Kommentiert [SHBB1]: Hier ist auszuführen, inwiefern die Festlegung von Schwellenwerten pro Region, die als Begründung für die Regulierung oder die vollständige Entfernung von Rudeln (s. bei der Kommentierung der Artikel unten) dienen sollen, mit den Anforderungen der Berner Konvention im Einklang sind. Insbesondere ist darzulegen wie der Bestand der Art mit einem auf zwei oder drei Rudel begrenzten Schwellenwert pro Region der Gefahr der Inzucht gerecht wird.

5 Erläuterungen zu den einzelnen Bestimmungen

Art. 4 Sachüberschrift, Abs. 1 Einleitungssatz, Bst. a und b und Abs. 4

Regulierung von Beständen geschützter Arten nach Artikel 12 Absatz 4 Jagdgesetz

¹ Mit vorheriger Zustimmung des BAFU können die Kantone befristete Massnahmen zur Regulierung von Beständen geschützter Tierarten nach Artikel 12 Absatz 4 Jagdgesetz treffen, wenn Tiere einer bestimmten Art trotz zumutbarer Massnahmen zur Schadenverhütung:

- a. Aufgehoben
- b. Aufgehoben

...

⁴ Aufgehoben

Artikel 4 erhält eine neue **Sachüberschrift**. Damit wird klargestellt, dass die Bestimmung nur für die *reaktive* Regulierung (Art. 12 Abs. 4 JSG) Anwendung findet, nicht jedoch für die *präventive* Regulierung (Art. 7a). Letztere wird in Art. 4a und 4b umgesetzt.

Diese Klarstellung wird auch mit dem **Einleitungssatz von Absatz 1** vorgenommen, der explizit auf die Regulierungen nach Artikel 12 Absatz 4 Jagdgesetz verweist.

Absatz 1, Bst. a und b werden aufgehoben. Diese Anforderungen an die Regulierung basieren auf dem vom Parlament aufgehobenen Artikel 7 Absatz 2 JSG.

Absatz 4 wird aufgehoben. Die Steinbockregulierung wird neu in Artikel 4a geregelt und nicht mehr in einer separaten Verordnung. Überdies wird die Verordnung über die Regulierung von Steinbockbeständen vom 30. April 1990 (VRS, SR 922.27) aufgehoben (siehe hierzu unten Änderung sonstigen Rechts, Ziffer III).

Art. 4^{bis}

Aufgehoben

Der bisherige Artikel zur «Regulierung von Wölfen» wird aufgehoben, da dieser Sachverhalt neu im Artikel 4b geregelt wird.

Art. 4a Regulierung von Steinböcken nach Artikel 7a Absatz 1 Buchstabe a Jagdgesetz

¹ Die Kantone können mittels Verfügung und nach vorheriger Zustimmung des BAFU Fortpflanzungsgemeinschaften von Steinböcken (Kolonien) regulieren.

² Sie geben in ihrem Antrag pro Kolonie an:

- a. die Entwicklung des Bestandes in den letzten drei Jahren unter Angabe der Anzahl an:
 1. Kitzen;
 2. ein- und zweijährigen Jungtieren beiderlei Geschlechts;
 3. dreijährig und älteren Geissen;
 4. drei- bis fünfjährigen Böcken;
 5. sechs- bis zehnjährigen Böcken;
 6. elfjährig und älteren Böcken.
- b. eine Begründung, inwiefern die Regulierung erforderlich ist für:
 1. das Verhüten von Schäden am Lebensraum, unter Angabe zur Verjüngungssituation im Wald, falls die Regulierung die Verhütung von Schäden am Gebirgswald bezweckt; oder
 2. den Erhalt eines gesunden Wildbestands.
- c. die Art der geplanten Eingriffe;
- d. den gewünschten Zielbestand.

³ Bei der Regulierung einer Kolonie gelten folgende Vorgaben:

- a. die natürlichen Alters- und Geschlechtsstrukturen im Bestand müssen langfristig erhalten bleiben;

b. von den erlegten Tieren müssen mindestens 50 Prozent weiblich sein.

⁴ Die Kantone koordinieren die jährlichen Bestandserhebungen und Bewilligungen für Eingriffe von Kolonien, die sich über mehrere Kantone erstrecken

⁵ Das BAFU erteilt die Zustimmung an den Kanton pro Kolonie für maximal vier Jahre.

Die bisherige Verordnung über die Regulierung von Steinbockbeständen (VRS, SR 922.27) wird ausser Kraft gesetzt und durch den vorliegenden Artikel 4a ersetzt. Die inhaltlichen Bestimmungen dieses neuen Artikels sind dabei stark an die bisherige VRS angelehnt. Wie bisher dient die jagdliche Regulierung der Bestände des geschützten Steinbocks dem Zweck, Schäden vorausblickend (d.h. proaktiv) zu verhüten, bevor diese eingetreten sind. Verzichtet wird im Sinne einer administrativen Vereinfachung auf die detaillierte Berichterstattung der Kantone zu den Steinbockbeständen gemäss dem 1. Abschnitt der VRS. Es erfolgt nur noch eine einfache Meldung im Rahmen der eidgenössischen Jagdstatistik (Art. 16 JSV).

Absatz 1: Steinböcke leben in räumlich oftmals klar abgrenzbaren Beständen (Steinbockkolonien), welche unter sich kaum Austausch haben. Aus diesem Grund bezieht sich die allfällige Bestandsregulation stets auf diese klar abgrenzbaren Kolonien. Dabei bedarf die jagdliche Regulierung der einzelnen Steinbockkolonien wie bisher der vorgängigen Zustimmung des Bundesamtes für Umwelt (BAFU) (Art. 7a Abs. 1 JSG). Entsprechend der Formulierung nach Artikel 7a Absatz 1 Einleitungssatz, der eine Zustimmung verlangt, anstatt einer Genehmigung wie im aufgehobenen Artikel 7 Absatz 3. Entsprechend müssen die Kantone die Regulierung der Steinbockkolonien neu verfügen. Zum Vereinfachen der administrativen Abläufe sind kantonale Sammelverfügungen für sämtliche Steinbockkolonien eines Kantons und für bis zu vier Jahren (vgl. Abs. 6) möglich.

Absatz 2: Die Kantone stellen den Antrag zur Regulierung ihrer Steinbockkolonien ans BAFU. Der Antrag muss dabei die folgenden Angaben enthalten: **Buchstabe a:** eine Angabe zum Bestand jeder Kolonie, aufgeteilt auf dieselben Geschlechts- und Alterskategorien an Steinwild, wie sie bisher bereits in der VRS eingefordert wurden. Damit wird sichergestellt, dass die Datenreihen für sämtliche Kolonien vergleichbar bleiben, was das Erstellen einer nahtlosen Zeitreihe der Daten pro Kolonie ermöglicht. **Buchstabe b** verpflichtet die Kantone, die vorgesehene Bestandsregulierung in ihrem Antrag zu begründen. Als Begründung kommen wie bisher sowohl potentielle Schäden am Lebensraum (d.h. am Wald oder an landwirtschaftlichen Gebieten) sowie potentielle Konkurrenz mit anderen Wildtierarten oder Konkurrenz mit Steinböcken derselben Kolonie in Frage.

Buchstaben c und d: Die Kantone geben neben der Art des geplanten Eingriffs auch den Zielbestand pro Kolonie an. Diese Angaben ermöglichen es dem BAFU im Hinblick auf die Zustimmung, welche für bis zu vier Jahre erteilt wird, zu prüfen, ob mit der beabsichtigten Regulierung das Gedeihen der Kolonie optimiert und gleichzeitig Schäden minimiert werden können.

Absatz 3: Die jagdlichen Regulationsmassnahmen dürfen den natürlichen Aufbau eines Steinbockbestands (Geschlechterverhältnis, Altersklassenaufbau) nicht gefährden. Die Kantone sind insbesondere verpflichtet, den Abschuss so zu planen, dass nicht zu viele männliche Tiere erlegt werden und dass innerhalb der männlichen Tiere genügend ältere Böcke leben, die insbesondere den meisten Nachwuchs zeugen und somit am erfolgreichsten und wertvollsten sind. Mit der Vorgabe, dass mindestens die Hälfte der erlegten Tiere weiblichen Geschlechtes sein müssen, wird erreicht, dass grundsätzlich eine Regulation, d.h. eine anzahlmässige Anpassung des Bestands an das vorgegebene Ziel, erreicht werden kann. Wenn eine stärkere Senkung des Bestands erreicht werden soll, muss der Kanton den Anteil an weiblichen Tieren im Abschuss auf über 50 Prozent erhöhen.

Absatz 4: Die Kantone sind wie bisher verpflichtet, sowohl die Bestanderhebung als auch die jagdlichen Regulationsmassnahmen der Steinbockkolonien interkantonal zu koordinieren. Eine internationale Koordination bei grenzüberschreitenden Steinbockkolonien ist, wenn möglich, ebenfalls anzustreben.

Absatz 5: Neu kann das BAFU die Zustimmung zur kantonalen Regulationsplanung für bis zu maximal vier Jahren erteilen, nachdem die Genehmigung zur kantonalen Abschlussplanung bislang alljährlich erteilt werden musste. Damit kann der administrative Aufwand für Bund und Kantone verringert werden. Diese Vierjahresperiodik wird nach Möglichkeit mit der Periode der NFA Programmvereinbarungen synchronisiert.

Art. 4b Regulierung von Wölfen nach Artikel 7a Absatz 1 Buchstabe b Jagdgesetz

¹ Die Kantone können mittels Verfügung und nach vorheriger Zustimmung des BAFU die Wölfe von Rudeln regulieren.

² Sie geben in ihrem Antrag an das BAFU an:

- a. die Entwicklung des Wolfsbestands:
 1. die Anzahl an Rudeln und sesshaft lebenden Wolfspaaren, deren Streifgebiet während den letzten 12 Monaten sowie deren Zugehörigkeit zu den Regionen nach Anhang 3;
 2. die aktuelle Zusammensetzung der Rudel, unter Angabe der Anzahl an Jungwölfen, die im Vorjahr und soweit bereits bekannt im laufenden Jahr geboren wurden;
 3. die behördlich angeordneten Abschlüsse von Wölfen sowie gewilderten Wölfe pro Rudel während den letzten 12 Monaten.
- b. eine Begründung, inwiefern die Regulierung der einzelnen Rudel erforderlich ist für:
 1. das Verhüten von Schäden an landwirtschaftlichen Nutztieren auf Tierhaltungen, welche die zumutbaren Herdenschutzmassnahmen gemäss der kantonalen Beratung umgesetzt haben;
 2. das Verhüten einer Gefährdung des Menschen;
 3. das Verhüten einer übermässigen Senkung des regionalen Bestands an wildlebenden Paarhufern; eine Regulierung ist nicht zulässig, solange die Bestände an Paarhufern die natürliche Verjüngung des Waldes im Streifgebiet so stark hemmen, dass Konzepte zur Verhütung von Wildschaden durch wildlebenden Paarhufer nach Artikel 31 Waldverordnung vom 30. November 1992¹ notwendig sind.
- c. Das Ergebnis der interkantonalen Koordination innerhalb der massgebenden Regionen gemäss Anhang 3.

³ Bei der Regulierung von Wolfsrudeln gelten abhängig vom Wolfsbestand in den Regionen gemäss Anhang 3 die folgenden Vorgaben:

- a. bei einem Rudel: es dürfen bis zur Hälfte der im Jahr der Regulierung geborenen Jungwölfe des Rudels erlegt werden;
- b. bei mehreren Rudeln: es dürfen pro Rudel bis zu Zweidrittel der im Jahr der Regulierung geborenen Jungwölfe erlegt werden;
- c. bei überschrittenem Schwellenwert an Rudeln gemäss Anhang 3: es dürfen sämtliche Wölfe eines Rudels erlegt werden, sofern dadurch der Schwellenwert der Region nicht unterschritten wird.

⁴ Wölfe, die im Streifgebiet des betreffenden Wolfsrudels innerhalb von 12 Monaten vor der Erteilung der Bewilligung zur Regulierung gewildert oder nach den Artikeln 4c sowie 9^{ter} erlegt wurden, sind der Anzahl Wölfe, die reguliert werden dürfen, anzurechnen.

⁵ Die Bewilligung ist auf die Streifgebiete der betroffenen Rudel zu beschränken. Die Wölfe eines Rudels sind dabei aus einem Rudelverband und soweit möglich nahe von Nutztierherden, Siedlungen, ganzjährig bewohnten Gebäuden oder stark vom Menschen genutzten Anlagen zu erlegen. Dies gilt nicht für die Erlegung der Wölfe eines Rudels nach Absatz 3 Buchstaben c.

⁶ Die Kantone koordinieren die jährlichen Bestandserhebungen und die Bewilligung innerhalb der Regionen gemäss Anhang 3.

⁷ Das BAFU erteilt seine Zustimmung an den Kanton für ein Jahr und berücksichtigt dabei die Verteilung der Rudel auf die Kantone einer Region gemäss Anhang 3. Rudel, deren Streifgebiet in mehreren Regionen nach Anhang 3 liegt, werden anteilmässig angerechnet.

Dieser Artikel regelt die Umsetzung von Artikel 7a JSG bezüglich der Möglichkeit zur proaktiven Regulierung von Wolfsbeständen durch die Kantone. Deren Zweck ist, dass die Kantone Wolfsbestände zur Verhütung von Schäden und Konflikten *vorausblickend* regulieren dürfen und nicht erst *rückblickend* im Nachgang zu bereits eingetretenen Schäden oder Konflikten. Ziel ist (1) ein angepasster Wolfsbestand in den Regionen, (2) angepasste Rudelgrössen und (3) ein scheues Verhalten der Wölfe gegenüber Menschen und Nutztieren. Dabei darf nach dem Wortlaut von Artikel 7a JSG der Wolfsbestand nicht gefährdet werden, wobei dies auch dem Verfassungsauftrag entspricht (Art 78 Abs. 4 und Art. 79 Bundesverfassung, SR 101). Regulationsmassnahmen bedürfen der vorgängigen Zustimmung des BAFU, welches die Vereinbarkeit der Regulierungsmassnahmen mit den Anforderungen des Artenschutzes prüft.

Artikel 7a JSG verlangt explizit, dass die Regulierung erforderlich sein muss, um das Eintreten eines Schadens zu verhindern, sofern dies nicht durch zumutbare Massnahmen zum Herdenschutz erreicht werden kann. Der Gesetzgeber hat also klar ausgedrückt, dass trotz der Möglichkeit zur proaktiven Regulierung von Wölfen auf das vorgängige Ergreifen von Massnahmen zur Verhütung von Schäden an Nutztieren nicht verzichtet werden darf.

Der Schaden muss nicht wie bei der reaktiven Bestandsregulierung nach dem bisherigen Artikel 12 Absatz 4 der Jagdgesetzgebung bereits eingetreten sein; es ist ausreichend, wenn dessen Eintreten plausibel erscheint. Diese Plausibilität ist bereits dadurch gegeben, dass im Streifgebiet eines Wolfsrudels geschützte Nutztiere weiden, denn wie die Erfahrungen der letzten Jahre zeigen, können Angriffe und Risse durch Wölfe alleine durch Herdenschutzmassnahmen zwar reduziert, jedoch nicht gänzlich verhindert werden.

Absatz 1 bestimmt, dass die proaktive Regulierung von Wolfsbeständen über Eingriffe bei Wolfsrudeln stattfindet. Für die Bestandsentwicklung von Wölfen sind die Rudel massgebend. Als Wolfsrudel gelten dabei die Familieneinheiten bestehend aus beiden Elterntieren begleitet von ihren diesjährigen und vorjährigen Jungtieren. Welpen sind in ihrem ersten Lebensjahr fester Bestandteil des Rudels. Danach wandert die Mehrheit der Welpen vom Rudel ab, nur einzelne bleiben weiterhin als Jungwölfe beim Rudel, wobei sie sich in den Folgejahren an der Aufzucht der Welpen ihrer Elterntiere beteiligen. Wolfsrudel weisen meist alljährlich Reproduktion auf, aber auch in Jahren ohne Reproduktion bleiben die Elterntiere und einige vorjährige Jungwölfe zusammen und gelten weiterhin als Rudel.

Die Regulierung der Wolfsrudel bedarf der vorherigen Zustimmung des Bundesamtes für Umwelt (BAFU). Entsprechend der Formulierung nach Artikel 7a Absatz 1 Einleitungssatz, der eine Zustimmung verlangt, müssen die Kantone die Regulierung der Wolfsrudel verfügen. Zum Vereinfachen der administrativen Abläufe sind kantonale Sammelverfügungen für die Regulation von sämtlichen Wolfsrudeln eines Kantons während der nachfolgenden Regulationsperiode möglich.

Absatz 2 regelt die Anforderungen an Gesuche zur Regulierung von Wolfsrudeln, welche die Kantone beim BAFU zu dessen Zustimmung einreichen.

Buchstabe a: Die Kantone müssen dem BAFU den aktuellen Wolfsbestand im Kanton mitteilen. Ziffer 1: Erforderlich ist die Angabe der Wolfsrudel und sesshaften lebenden Wolfspaaren. Bei diesen ist i.d.R. auch davon auszugehen, dass sie sich im laufenden Jahr fortpflanzen werden. Einzelwölfe sind schwierig zu erfassen, besonders durchziehende, weshalb i.d.R. keine genaue Angabe dazu möglich ist. Bei Wolfsrudeln und Wolfspaaren ist desweiteren deren ungefähres Streifgebiet auf einer Karte anzugeben, wobei der Abgrenzung von benachbarten Rudeln und Paaren besondere Bedeutung zukommt. Die Karten dieser Streifgebiete geben dabei auch den Hinweis zur Zugehörigkeit der Wolfsrudel und Wolfspaare zu den fünf Regionen, welche in Anhang 3 bezeichnet sind. Ziffer 2: Zu jedem Rudel ist zudem dessen aktuelle Zusammensetzung anzugeben, insbesondere auch die Anzahl an Jungtieren der letztjährigen - und wenn bereits bekannt auch der diesjährigen - Reproduktion. Ziffer 3: Zudem geben die Kantone für die einzelnen Rudel an, ob in den letzten zwölf Monaten Wölfe behördlich erlegt oder gewildert wurden, da diese der Abschussquote anzurechnen sind (s. Absatz 4). **Buchstabe b** bestimmt, dass die Kantone die Regulierung begründen müssen, das heisst, dass sie plausibel darlegen, zu welchem Zweck die Regulation erfolgt. Dabei kommen folgende Begründungen in Frage: Ziffer 1 ermöglicht die Regulierung zur Verhütung von Schaden an landwirtschaftlichen Nutztieren, der sich nicht mittels zumutbaren Herdenschutzmassnahmen verhüten lässt. Das heisst, dass die Regulierung gemäss diesem Buchstaben insbesondere dem Verhüten von Schäden an Nutztieren auf Tierhaltungen dient, welche die vom Kanton vorgegebenen und als zumutbar erachteten Herdenschutzmassnahmen umsetzen. Darüber hinaus dient die Regulierung indirekt aber auch dem Schutz von Nutztieren auf solchen Alpen, die vom Kanton als nicht schützbar beurteilt werden. Die Kantone beraten oder informieren die Tierhaltungen zur Schützbarkeit von Alpen sowie zu den möglichen und zumutbaren Herdenschutzmassnahmen. Keine Begründung für den Abschuss eines Wolfes wäre hingegen der Schutz von Nutztieren, bei denen keine zumutbaren Schutzmassnahmen umgesetzt werden. Vorbehalten bleibt Art. 11 Abs. 5 JSG. Ziffer 2 ermöglicht die Verhütung

Kommentiert [VMB2]: Nous attirons votre attention sur le fait qu'un examen concret doit être mené pour chaque meute, et chaque population de loup. Des mesures globales pourraient engendrer un irrespect du statut d'animal strictement protégé.

Telle que formulée, nous comprenons cette phrase comme permettant à l'OFEV d'accorder des autorisations collectives générales pour prendre des mesures contre toutes les meutes de loup sur le territoire cantonal. Nous vous prions de préciser une nouvelle fois ici que chaque meute fera l'objet d'un examen concret pour vérifier que les conditions de régulation sont bien remplies.

von Gefährdungssituationen von Menschen durch Wölfe. Ziffer 3 ermöglicht die Regulierung zur Verhütung einer übermässigen Senkung des regionalen Bestands an freilebenden Paarhufern durch den Wolf. Dabei ist das Ziel, dass dem Kanton - als Inhaber des Nutzungsrechts am Wild (Jagdregal) - weiterhin ein regional angemessener Wildbestand zur jagdlichen Nutzung erhalten bleibt und dass dieser Bestand nicht durch Wölfe übermässig stark gesenkt wird. Die Bestimmung sieht jedoch eine Einschränkung vor, die den Willen des Gesetzgebers umsetzt. Eine Regulierung nach dieser Ziffer ist dem Kanton nicht gestattet, solange der Bestand an wildlebenden Paarhufern im Streifgebiet des Rudels so hoch ist, dass die Verbissbelastung der Waldverjüngung den Kanton dazu verpflichtet, sogenannte Wald-Wild Konzepte nach Artikel 31 der Waldverordnung zu ergreifen. Zur Entlastung der Waldverjüngung vor Verbiss durch Paarhufer enthalten diese Konzepte nämlich jagdliche Massnahmen zur Reduktion des regionalen Bestands an Paarhufern. Daraus geht hervor, dass in solchen Fällen der zusätzliche Einfluss des Wolfes auf die Senkung des Bestands an Paarhufern durchaus erwünscht sein muss, weshalb kein Grund zur Regulation des Wolfsbestands vorliegen würde. **Buchstabe c:** Wölfe sind sehr mobile Tiere mit weiten Streifgebieten, weshalb sich die Territorien von Wolfsrudeln oder Wolfspaaren oftmals über administrative Grenzen hinaus erstrecken. Aus diesem Grund sollen sich die Kantone innerhalb einer Region nach Anhang 3 vorgängig absprechen sowohl bezüglich Wolfsbestand als auch kantonalen Massnahmen (s. dazu Absatz 6).

Absatz 3 regelt die Vorgaben, welche anlässlich der Regulierung einzuhalten sind. Diese Bestimmungen dienen dazu, dass der Wolfsbestand wirkungsvoll reguliert werden kann, eine angemessene Verteilung über die Schweiz erfolgt und gleichzeitig der Bestand nicht grundsätzlich gefährdet wird (gemäss Art. 78 Abs. 4 und Art. 79 BV, SR 101 sowie Art. 1 Abs. 1, Art. 2, sowie Art. 7a JSG). Da die Schweiz zu klein ist, um selbständig eine überlebende Wolfspopulation zu erhalten, ist der Wolfsbestand der Schweiz im Rahmen der Alpen Wolfspopulation zu betrachten. Gemäss Absatz 3 wird für jede Region ein Schwellenwert als Anzahl an Rudeln definiert in Abhängigkeit der Grösse der jeweiligen Regionen: Dieser beträgt für grosse Regionen (über 10'000 km²) drei Rudel, für kleine Regionen (unter 10'000 km²) zwei Rudel. Die Anwendung von Artikel 4b Absatz 3 Buchstabe c (Entfernung von sämtlichen Wölfen eines Rudels) darf nur angewendet werden, wenn dieser Schwellenwert überschritten wurde und durch die Entfernung der Rudel dieser Schwellenwert nicht unterschritten wird. Die fünf Regionen der Schweiz werden in Anhang 3 bezeichnet: In den beiden Regionen «Westschweizer Alpen» und «Südostschweiz» liegt der Schwellenwert entsprechend ihrer Fläche (berechnet ohne Siedlungen und Seen) bei drei Wolfsrudeln, in den drei Regionen «Jura», «Nordostschweiz» und «Zentralschweiz» bei zwei Wolfsrudeln. Bei der Frage der Regulierung der vorhandenen Wolfsrudel gelten die folgenden Regeln: **Buchstabe a:** Grundsätzlich gilt, dass die Kantone Wölfe ab dem ersten Rudel regulieren dürfen. Dabei dürfen die betroffenen Kantone bei Vorkommen von einem Rudel pro Region maximal die Hälfte der diesjährigen Jungwölfe (Welpen) des Rudels erlegen. **Buchstabe b:** Sobald mehrere Wolfsrudel in einer Region leben, wird die Abschussquote pro Rudel auf maximal Zweidrittel der diesjährigen Jungwölfe (Welpen) angehoben. **Buchstabe c:** Neu kommt hinzu, dass ab dem Überschreiten des Schwellenwertes an Rudeln pro Region gemäss Anhang 3 auch ganze Rudel mitsamt den Elterntieren entnommen werden dürfen. Dabei sind auch solche Rudel anrechenbar, welche sich im aktuellen Jahr nicht fortpflanzen. Diese Bestimmung ersetzt somit inhaltlich die bisherige Möglichkeit zum Abschuss besonders schadenstiftender Elterntiere aus einem Rudel (bisheriger Art. 4^{bis} Abs. 1^{er} JSV). Damit erhalten die Kantone insbesondere die Möglichkeit, Rudel, die besonders schadenstiftend in Erscheinung treten, vollständig, d.h. mitsamt den Elterntieren, zu entfernen.

Absatz 4: Bei der Abschussquote von Wolfsrudeln sind solche Wölfe anzurechnen, die innerhalb eines Jahres gewildert oder behördlich-bewilligt erlegt wurden, sei dies der Abschuss eines gefährlichen Einzelwolfs aus einem Rudel (Art. 9^{ter}), oder die Regulationsabschüsse schadenstiftenden Wölfe aus einem Rudel während dem Sommer (Art. 4c). Nicht anzurechnen sind jedoch Wölfe, welche aufgrund anderer Ursachen tot aufgefunden wurden.

Absatz 5: Die Vorgaben des Absatz 5 dienen dazu, dass die Wölfe des Rudels durch gezielte Abschüsse scheu bleiben. Wölfe greifen insbesondere solche Beutetiere an, bei denen das

Kommentiert [VMB3]: Nous vous demandons de rappeler plus clairement ici que l'OFEV, avant de donner son autorisation aux autorités cantonales, va devoir examiner si les deux conditions posées par la loi sont remplies. Il devra donc garantir que la mesure est "nécessaire" et qu'elle ne "menace pas l'effectif de la population". Nous vous renvoyons à notre prise de position pour plus de précision sur cette notion, et la nécessité notamment de présenter des "arguments importants".

Kommentiert [VMB4]: Il nous semble difficile de prendre des mesures de régulation dès l'apparition de la meute. En effet, l'article 7a, al. 2 LChP prévoit qu'une mesure ne peut être prise que si elle remplit l'un des objectifs listés par cet article. Pour le loup, il est essentiellement question de prévenir un dommage. Si la meute n'existe pas encore, il est difficilement imaginable de reconnaître qu'elle risque de créer un dommage. Nous vous demandons soit de tracer cette phrase, soit de préciser qu'elle ne vaut pour les cas exceptionnels de régulation basée sur la protection de la diversité des espèces (art. 7a, al. 2 let. a) ou sur la préservation des populations sauvages (art. 7a, al. 2, let. c).

Kommentiert [VMB5]: Le rapport de la CEATE-N qui présentait la révision de la loi sur la chasse de décembre 2022 (FF 2022 1925) citait explicitement la possibilité d'éliminer une meute entière dans les régions où la forte population de loup menace l'agriculture. Il n'a jamais été question de prévoir la possibilité d'éliminer des meutes sur tout le territoire suisse, peu importe leur répartition. Une possibilité générale d'éliminer des meutes ne peut pas être considérée comme étant une mesure de régulation "très limitée". La fixation de conditions particulières pour ce genre de cas de figure est nécessaire. Comme le prévoyait le rapport de la CEATE-N, il faudrait notamment prévoir que cette mesure n'est possible que sur les territoires où la population de loup est "forte", et menace l'agriculture. Uniquement dans un tel cas, la mesure pourrait s'interpréter comme étant proportionnée et comme répondant aux conditions de la Convention de Berne.

Kommentiert [VMB6]: Cette mesure va bien au-delà de ce qui était prévu à l'article 4^{bis}, al. 1^{er} OChP. En effet, l'article 4^{bis}, al. 1^{er} OChP visait à permettre *exceptionnellement* le tir d'un géniteur *particulièrement nuisible*, pour autant que la meute se soit reproduite avec succès durant l'année écoulée (par renvoi à l'alinéa 1). Cette dernière condition est abandonnée et s'étend à tous les loups d'une meute qui représente un risque de dommage. La condition d'un individu particulièrement nuisible est abandonnée dans le texte de l'ordonnance, tout comme la précision de ce qui constitue un "géniteur particulièrement nuisible" également. Nous ne voyons donc pas comment on pourrait interpréter l'article 4b, al. 3, let. c P-OChP comme respectant tant la condition de la survie de la population, que celle de la subsidiarité.

Kommentiert [SHBB7]: Es ist uns nicht klar, wie diese Voraussetzung gehandhabt wird: darf das Rudel ohne weitere Begründung entfernt werden, sobald der Schwellenwert überschritten ist, oder erst, wenn dieses Rudel besonders schadenstiftend in Erscheinung tritt? Aus dem Wortlaut von Buchstabe c ergibt sich das nicht, was hier nun in den Erläuterungen gesagt wird. Wir bitten, dies näher auszuführen.

Risiko gering ist, dass der Wolf bei der Jagd selber durch das Abwehrverhalten des Beutetiers (insbesondere Hufschläge und Hornstösse) verletzt werden könnte. Deshalb erlegen sie bei Wildtieren hauptsächlich Jungtiere oder alte, geschwächte Tiere, oder kleinere, weniger wehrhafte Nutztiere wie Schafe oder Ziegen. Um den gewünschten Effekt zu erreichen, verlangt Abs. 5 von den Kantonen, dass die Abschüsse der Wölfe in bestimmten Situationen vorgenommen werden müssen. Indem der Kanton im Sinne dieser Vorgabe das Risiko für Wölfe gezielt erhöht (z.B. in der Nähe von geschützten Nutztierherden oder Siedlungen), lernen die Wölfe, diese Orte und Umstände zu vermeiden, sie bleiben ihnen zukünftig möglichst fern. Somit gehören das Ergreifen von Herdenschutzmassnahmen und der Abschuss von Wölfen in der Nähe dieser Massnahmen untrennbar zusammen. Diese Risikoerhöhung funktioniert jedoch nur, wenn sich der Abschuss auf Jungtiere konzentriert und die Elterntiere geschont werden. Dies weil es insbesondere die Elterntiere sind, welche lernen und scheu werden und diese Vorsicht an die überlebenden Jungtiere weitergeben. Die Jungtiere werden dieses scheue Verhalten auch dann beibehalten, wenn sie das Rudel verlassen. Die Erfahrungen der letzten Jahre in den Kantonen zeigen dabei, dass ein scheu bleibendes Rudel weit weniger Probleme verursacht, als ein «elternloses» Rudel mit unruhig herumwandernden Einzelwölfen. Erfolgt die proaktive Regulation jedoch zum Erhalt eines regional angepassten Wildbestands nach Absatz 3 Buchstaben c, dann können die Wölfe in deren gesamtem Streifgebiet erlegt werden und nicht nur nahe Nutztierherden und Siedlungen, da mit den Abschüssen ja keine erzieherische Wirkung erzielt werden muss. Um den irrtümlichen Abschuss von Elterntieren zu verhindern, empfiehlt es sich, mit der proaktiven Regulation der Wolfsrudel möglichst früh ab September / Oktober zu beginnen, weil zu diesem Zeitpunkt Jungtiere noch leicht von adulten Wölfen unterschieden werden können. Wenn dagegen das ganze Rudel eliminiert werden soll, kommt der Unterscheidung von Jungwölfen und Elterntieren keine zentrale Bedeutung mehr zu, weshalb mit dieser Massnahme auch erst bei Schneelage begonnen werden kann. Dann können die Wölfe auf der Spur leichter verfolgt und durch Vorstehschützen erlegt werden.

Absatz 6 verpflichtet die Kantone zur Koordination innerhalb einer Region nach Anhang 3. Dabei gilt es sowohl die Bestandserhebungen der Wölfe untereinander abzusprechen als auch die vorgesehenen Massnahmen zu koordinieren. In Sonderfällen kann es auch notwendig sein, die Absprache mit einer benachbarten Region vorzunehmen. Die Bestimmung in diesem Absatz hängt direkt mit dem folgenden Absatz zusammen.

Absatz 7: Das BAFU erteilt seine Zustimmung an die Kantone jeweils für ein Jahr, bzw. eine Regulationsperiode. Zur Optimierung der behördlichen Abläufe müssen die betroffenen Kantone ihre Anträge untereinander koordinieren (s. Abs. 6), damit das BAFU diese geordnet prüfen kann. Zudem sind die Kantone gehalten, die Anträge möglichst früh an das BAFU einzureichen, wobei sie den Antrag pro Region (an welcher der Kanton gemäss Anhang 3 Anteil hat) differenzieren, sowie pro Rudel ausweisen müssen. Das BAFU wird zwecks der interkantonalen Koordination im Zeitraum April diese Gesuche pro Region mit den beteiligten Kantonen diskutieren. Geprüft wird dabei der Wolfsbestand in der Region und dessen räumliche Verteilung, die Erfüllung der Voraussetzungen für eine Regulierung, die zulässigen Abschussquoten sowie die allfällige Entfernung von bestimmten Wolfsrudeln. Aufgrund der Ergebnisse dieser interkantonalen Koordination beantwortet das BAFU die einzelnen Anträge der Kantone. Es achtet dabei insbesondere auf die Höhe des Schadenpotentials in den verschiedenen Rudelrevieren und die gute, gleichmässige Verteilung der Wolfsrudel innerhalb der einzelnen Regionen sowie der Schweiz als Ganzes.

Art. 4c Regulierung von Wölfen nach Artikel 12 Absatz 4^{bis} Jagdgesetz

¹ Ein Schaden an Nutztieren liegt vor, wenn Wölfe eines Rudels mindestens ein Nutztier der Rinder- und Pferdegattung getötet oder schwer verletzt haben und sofern die zumutbaren Massnahmen zum Herdenschutz vorgängig ergriffen wurden.

² Es darf bis zu Zweidrittel der im Jahr der Regulierung geborenen Jungtiere erlegt werden.

³ Die Wölfe sind bei der Nutztierherde zu erlegen, aus der die geschädigten Nutztiere stammen.

Der Zeitraum zur proaktiven Regulation von Wolfsrudeln beginnt gemäss Artikel 7a JSG am 1. September und dauert bis zum 31. Januar.

Eine proaktive Regulierung ist also erst nach der Sömmerungszeit möglich. Allerdings erlaubt der neue Art. 12 Abs. 4^{bis} JSG den Kantonen nach vorgängiger Zustimmung des BAFU unter bestimmten Voraussetzungen, Wolfsrudel im Nachgang zu Schäden bereits im Sommer (1. Juni bis 31. August) zu regulieren. Dies kann gemäss der Gesetzesbestimmung insbesondere nötig sein, um Rudel, die sich auf das besonders problematische Reissen von grossen Nutztieren wie Rindern oder Pferden spezialisieren, frühzeitig in den Griff zu bekommen. In diesem Sinne regelt dieser Verordnungsartikel die reaktive Regulation von Wolfsrudeln gemäss Artikel 12 Absatz 4^{bis} JSG im Sinne einer Spezialgesetzgebung (*lex specialis*) zu Artikel 12 Absatz 4 JSG.

Absatz 1 präzisiert den Schaden im Sinne des Artikels 12 Absatz 4^{bis} JSG als Tötung oder schwere Verletzung eines Nutztiers der Rinder- und Pferdegattung unter Voraussetzung, dass die zumutbaren Herdenschutzmassnahmen ergriffen wurden. Die Herdenschutzmassnahmen bestehen in der gemeinsamen Haltung des Muttertiers mit seinem Jungtier auf betreuten Weiden während der Geburt und den ersten zwei Lebenswochen, sowie das sofortige Entfernen von Nachgeburten und toten Jungtieren von dieser Weide (Art. 10^{quinquies} Abs. 1 Bst. c). Als getötete Nutztiere, gelten auch solche, die durch den Wolf so schwer verletzt wurden, dass sie notgetötet werden müssen. Ebenso sind auch schwer verletzte Nutztiere anrechenbar, die einer länger andauernden tierärztlichen Behandlung bedürfen, oft bis zu einem Monat, aufgrund der Pflege aber wieder genesen können. Nicht als schwere Verletzung gelten z.B. oberflächliche Kratz- oder Beisswunden sowie Hautschürfungen, welche durch einfache Wundpflege - allenfalls ergänzt durch tierärztlich verordnete Verabreichung von Antibiotika - geheilt werden können.

Nach **Absatz 2** erfolgt die Regulierung durch den Abschuss von höchstens Zweidritteln der im Jahr der Regulierung geborenen Jungtiere. Aus Gründen des Elterntierschutzes ist in sinnvoller Umsetzung von Artikel 7 Absatz 5 JSG nur der Abschuss von Jungtieren erlaubt, die die Jungtiere versorgenden Elterntiere sind zu schonen. Selbstverständlich kann ein solches Rudel ab dem 1. September im Rahmen der proaktiven Regulation nach Artikel 4b zusätzlich reguliert oder auch ganz entfernt werden.

Nach **Absatz 3** hat der Abschuss der Jungtiere bei der Nutztierherde zu erfolgen, aus der die geschädigten Nutztiere stammen, um den richtigen Lerneffekt – die Meidung der Nähe zu Rindern und Pferden – sicherzustellen.

Anhang 3

Anhang 3
(Art. 4b Abs. 3)

Die Wolfsregionen der Schweiz



Bezeichnung der Region	Nummer	Kantone	Fläche	Schwellenwert an Wolfsrudeln
«Jura»	I		7'641 km ²	2
		VD		
		AG		
		NE		
		BE		
		SO		
		JU		
		BL		
		BS		
		GE		
«Nordostschweiz»	II		4'739 km ²	2
		SG		
		ZH		
		SH		
		AR		
		AI		
		TG		
«Zentralschweiz»	III		6'226 km ²	2
		LU		
		BE		
		SZ		
		UR		
		GL		
		OW		
		SG		
		NW		
		ZG		
«Westschweizer-Alpen»	IV		10'038 km ²	3
		VS		
		BE		
		FR		
		VD		
«Südostschweiz»	V		11'380 km ²	3
		GR		
		TI		
		SG		

Die einführende Erläuterung zu diesem Anhang findet sich grundsätzlich bei Artikel 4b Absatz 3. Die Karte zeigt dabei die Abgrenzung der fünf Wolfsregionen, während die Tabelle die an den Regionen beteiligten Kantone sowie den Schwellenwert für Wolfsrudel pro Region definiert. Die Flächen der Regionen sind ohne die Siedlungsfläche und die Seen berechnet.

Kommentiert [SHBB8]: Es finden sich keine Erklärungen dazu, wie die hier festgelegten Schwellenwerte pro Region zustandekommen. Ist das eine rein flächenmässige Berechnung oder werden da auch noch weitere sachliche Kriterien mitberücksichtigt, welche die Anzahl Rudel pro Region definieren? Wir beantragen eine vertiefte Begründung dieser Massnahme, damit beurteilt werden kann, ob damit dem Schutzstatus des Wolfes entsprochen wird (s. dazu auch unsere Bemerkungen zu den Ausführungen zur Einhaltung der internationalen Verpflichtungen der Schweiz.

6 Inkrafttreten der Änderung

Diese Verordnung tritt am 1. Dezember 2023 in Kraft und ist bis am 31. Januar 2025 gültig.

7 Änderung anderer Erlasse

Die Verordnung vom 30. April 1990 über die Regulierung von Steinbockbeständen (VRS, 922.27) wird aufgehoben.

8 Auswirkungen

8.1 Auswirkungen auf den Bund, die Kantone und die Gemeinden

Der Vollzug der Bestimmungen aus diesem Erlass stellen für die kantonalen Jagdbehörden einen wesentlichen Mehraufwand dar. Insbesondere führt die Bestandsüberwachung von Wölfen und der Vollzug von Abschüssen von Wölfen zu einer grossen personellen Belastung. Der Aufwand der Kantone für den Vollzug der Bestimmungen zu Steinböcken hingegen dürfte im Bereich des bisherigen Aufwandes liegen.

8.2 Auswirkungen auf die Wirtschaft / Umwelt / Gesundheit etc.

Der vorliegende Erlass soll insbesondere der Berglandwirtschaft Entlastung bringen, indem der Wolfsbestand wirksam reguliert werden kann. Gemeinsam mit Herdenschutzmassnahmen können so die Schäden an Nutztieren vermindert werden. Scheue Wölfe, welche die Menschen meiden, bieten zudem die Gewähr der breiteren Akzeptanz dieser politisch umstrittenen Tierart.

